

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 8 octobre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°223 ■

RENTREE DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
**Des filières
adaptées aux défis
économiques**

P 3

MARCHÉ DU TRAVAIL

Hausse de 38% des offres d'emploi

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a fait savoir que l'économie nationale connaît une nouvelle dynamique ces derniers mois. Les chiffres de l'emploi, durant les huit premiers mois de 2023, font foi. En effet, les offres d'emploi ont enregistré un bon positif de 38% par rapport à la même période de 2022. P 3



POUR FACILITER L'ACCÈS À LA
PROPRIÉTÉ DES LOGEMENTS
AADL

**Lancement d'une
application début
novembre prochain**

L'AADL poursuit sa modernisation et digitalisation. Une nouvelle application électronique sera lancée dès le 1er novembre prochain. Elle vise à faciliter l'accès à la propriété aux bénéficiaires des logements AADL.

P 2

MINE DE ZINC ET DU PLOMB
DE TALA HAMZA (BEJAÏA)

**Arkab : «Une priorité
pour l'Algérie»**



Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a déclaré hier depuis Bejaïa, que le projet de la mine de Zinc et du plomb de Tala Hamza d'Amizour (Bejaïa) constitue une priorité pour l'Algérie, vu son importance pour l'économie nationale et le marché de l'emploi. Pas moins de 700 emplois directs et 4000 autres indirects seront créés au lancement de ce projet.

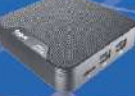
P 5

MATIÈRES PREMIÈRES

**Baisse des prix
des métaux précieux
et du cuivre**

Le cours de l'or a chuté au cours de la semaine, concurrencé par les obligations d'Etat américaines dont les rendements atteignent des sommets historiques. Le métal jaune a glissé cette semaine, tombant vendredi à un plus bas de 1.810,51 dollars l'once, à ses niveaux de début mars.

P 16



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

CONSTANTINE

Tenue de la 6e édition du Salon International Bâti-Est-Expo en octobre

La Sixième édition du Salon International de l'Immobilier, du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Est Algérien "Bâti-Est-Expo" se tiendra du 18 au 21 octobre en cours au complexe culturel Ahmed Bey/ Zénith, à Constantine, ont indiqué les organisateurs, samedi, dans un communiqué. Cet évènement économique professionnel, auquel devrait prendre part plus de 150 entreprises algériennes et étrangères, a pour objectif "de mettre en relation directe les professionnels de divers créneaux complémentaires (dans le secteur du BTP) pour des relations d'affaires, de partenariat productif et d'investissement créateur de richesse et de valeur ajoutée pour l'économie algérienne", selon les organisateurs. Ce salon, qui sera organisé par l'entreprise "Sunflower Communication", en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI Rhume) de Constantine et l'Association Nationale des Exportateurs Algériens (ANEXAL), "représente, depuis son lancement en 2018, un carrefour incontournable et un rendez-vous annuel pour les professionnels de divers créneaux complémentaires visant à développer et à moderniser le secteur du BTP en Algérie à travers l'échange d'expériences et des rencontres professionnelles (B to B) porteuses, est-il précisé dans le communiqué.

POUR FACILITER L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ DES LOGEMENTS AADL

Lancement d'une application début novembre prochain

L'AADL poursuit sa modernisation et digitalisation. Une nouvelle application électronique sera lancée dès le 1er novembre prochain. Elle vise à faciliter l'accès à la propriété aux bénéficiaires des logements AADL.

Synthèse S T.

L'annonce a été faite jeudi dernier par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à Alger, lors d'une visite effectuée à une exposition du secteur de l'habitat, organisée en marge des travaux de l'Assemblée générale (AG) extraordinaire de l'Institution panafricaine de financement de l'immobilier (Shelter-Afrique). Sur place, l'Agence a présenté un exposé sur cette application pour la numérisation et la facilitation de l'accès à la propriété du logement AADL aux bénéficiaires. Le Premier ministre a insisté sur le lancement de cette application le 1er novembre prochain à l'occasion

de la célébration par l'Algérie du 69e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération. Dans son exposé, le directeur général de l'AADL, Fayçal Zitouni, a fait avoir que 92% des souscripteurs AADL 2 dont le nombre est de 563.609, seront logés d'ici fin 2023. Selon le même responsable, 98% des décisions d'affectation du programme AADL 2013 ont été attribuées, rappelant le lancement de la réalisation de 16.857 logements destinés aux souscripteurs dont les recours ont été acceptés. Lors du passage du Premier ministre au niveau de son stand, l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) a annoncé le

lancement, avant la fin de l'année en cours, de deux mégaprojets à Alger et à Oran dans la formule Logement promotionnel libre (LPL), avec la construction de bâtiments de 25 à 30 étages. Au stand de la Société Nationale d'Assurance (SAA), le Premier ministre a appelé à promouvoir davantage l'assurance immobilière, notamment des logements, sachant que la police d'assurance d'une année coûte entre 3000 et 5000 DA seulement, offrant ainsi une occasion aux propriétaires de logements de bénéficier des indemnités en cas de vol, incendie ou de catastrophes naturelles. Il a également mis en avant le rôle des bureaux d'études et des labora-

toires spécialisés dans le domaine du bâtiment, les invitant à exporter leurs services aux pays africains et autres. M.Benabderrahmane était accompagné du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, du ministre des Finances, Laaziz Faïd, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni et du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakh-dar Rekhroukh, en sus du président de l'Assemblée générale de l'Institution "Shelter-Afrique", Ahmed Musa Dangiwa, et de la présidente du Conseil d'administration de ladite institution, Chii Akporji.

ENVIRONNEMENT

L'AND et la CACI signent une convention de partenariat

L'Agence nationale des déchets (AND) a signé, jeudi à Alger, une convention de partenariat avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) pour le renforcement de la coopération, notamment dans l'accompagnement des opérateurs économiques en matière d'environnement et de gestion de déchets. La convention de partenariat a été cosignée par le directeur général de l'AND, Karim Ouamane et le chargé de gestion de la CACI, Houcine Zaoui. La cérémonie de signature a eu lieu au siège de l'AND en marge de la journée d'information dédiée à la présentation des activités communes entre les deux organismes. La convention porte sur l'organisation commune de la 7e édition du Salon internationale de la valorisation et récupération des déchets "RE-VADE", prévue du 27 au 30 novembre prochain au Palais des expositions (Alger) sous le thème

"Lorsque les déchets deviennent une richesse". Elle vise également à l'échange d'expériences entre les deux instances et l'accompagnement des opérateurs économiques opérant dans le domaine de la gestion des déchets, selon les explications données lors de la cérémonie de signature. Dans ce contexte, une feuille de route commune a été élaborée et mise en place dans l'objectif d'organiser les conférences, les ateliers et les réunions de travail nationaux et internationaux ayant trait à la gestion des déchets. La convention est axée sur la collaboration pour l'organisation de la 1e édition du forum international des déchets (Global waste forum) prévu avril prochain. S'exprimant au terme de la cérémonie de signature, M. Ouamane a affirmé que la convention traduisait la volonté des parties à oeuvrer de concert pour la promotion des opportunités

d'investissement dans le secteur de la gestion des déchets et encourager les opérateurs à les saisir. Pour sa part, M. Zaoui a salué cette démarche visant la création d'espaces pour capter les porteurs de projets en vue de renforcer les investissements dans le domaine de la gestion et de la valorisation des déchets. Quant au salon REVAD, le chargé de gestion de la CACI a rappelé qu'il sera une opportunité de découvrir les nouvelles avancées technologiques et de faire connaître les équipements utilisés en la matière. Le REVAD verra l'organisation d'ateliers techniques et médiatiques destinés aux professionnels et jeunes porteurs de projets, outre des ateliers de sensibilisation et des jeux éducatifs pour enfants sur la gestion des déchets, a fait savoir M. Zaoui.

R E.

SALON ALGER-INDUSTRIES

75 participants attendus à la 15e édition

La 15e édition du Salon Alger-Industries ouvrira ses portes lundi prochain au Palais des Expositions (Pins maritimes) à Alger, avec la participation de 75 exposants, dont une dizaine d'entreprises étrangères, indique jeudi les organisateurs. Cette manifestation économique qui réunit diverses filières industrielles, et qui se tient sous le patronage du ministère l'Industrie et de la Production pharmaceutique, sera un rendez-vous pour "explorer les opportunités d'investissement, développer des relations commerciales, consolider les partenariats

et s'informer sur les nouvelles techniques de la production industrielle", souligne dans un communiqué la société Batimatec Expo, organisatrice du Salon. Prévu sur quatre jours au pavillon Ahaggar "A", Alger-Industries draine chaque année quelque 70.000 visiteurs et a "consolidé au fil des ans, une place de choix parmi les manifestations spécialisées les plus importantes du genre à l'échelle continentale", note la même source. Il s'agit d'un "rendez-vous annuel très attendu par les exposants dont le besoin premier est de profiter de l'engouement

que suscite l'évènement auprès des visiteurs professionnels". Il contribue, par ailleurs, "aux efforts de renforcement du potentiel industriel national engagé par les pouvoirs publics", indiqué Raouf Stiti, PDG de Batimatec Expo, cité dans le communiqué. Outre l'espace dédié aux stands d'exposition, ce Salon spécialisé prévoit des conférences, axées autour de plusieurs thématiques dont l'infrastructure de qualité au service de la mue de l'économie nationale dans la perspective de son ouverture à l'export, la normalisation, le développe-

ment de la filière agroalimentaire, la labellisation du produit local destiné à l'export, et la structuration et le développement de filières industrielles. Parmi les thématiques prévues lors des conférences, l'effort de l'Algérie pour un développement industriel durable, la politique de l'économie circulaire, la stratégie nationale des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et la transition vers des modes de production et de consommation durables, selon la même source.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

MARCHÉ DU TRAVAIL

Hausse de 38% des offres d'emploi

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a fait savoir que l'économie nationale connaît une nouvelle dynamique ces derniers mois. Les chiffres de l'emploi, durant les huit premiers mois de 2023, font foi. En effet, les offres d'emploi ont enregistré un bon positif de 38% par rapport à la même période de 2022.

Par Sirine R

Is ont atteint les 334 000 offres, révèle le ministre lors d'une conférence sur l'évaluation des opérations de recrutement des différents secteurs. Le ministre a indiqué également que les placements des demandeurs d'emploi a connu une hausse de 27% par rapport à la même période de 2022, pour atteindre pour atteindre les 232 579 placements durant les 8 premiers mois de l'année en cours. Des indicateurs qui témoignent sur la réussite des réformes et mesures engagées par le gouvernement durant cette conjoncture mondiale difficile, souligne-t-il. Sur ce point, le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a affirmé que l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, «a fourni des efforts importants» dans le domaine de l'emploi, estimant que ces efforts «sont peu connus». Cette conférence se veut une occasion pour les ministres des secteurs concernés de présenter les chiffres réels «qui reflètent la réalité», a-t-il ajouté, soulignant que ces chiffres ont été réalisés «dans un contexte international tendu en raison notamment de la pandémie du Covid-19». Prennent part à cette conférence, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités lo-

cales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari. Cette nouvelle dynamique a eu un impact positif sur les équilibres des Caisses de la sécurité sociale, ajoute, par ailleurs, le ministre du Travail, en relavant que les recettes de la CNAS ont atteint les 1001,6 milliards de DA, en hausse de 23,3% comparativement à la même période de 2022 (897,8 milliards de DA). Cette situation a contribué également dans l'élargissement de l'assiette des cotisants, dira le ministre, en faisant savoir que le nombre d'entreprises affiliées à la CNAS est passé de 397 132 en 2022 à 407 033 en septembre 2023, soit la création de 10 000 nouvelles entreprises. «Ces nouvelles créations d'entreprise et d'emploi ont contribué efficacement dans la réussite de l'opération d'intégration de 232 000 jeunes de pré-emploi dans des postes permanent», a-t-il précisé. Le ministre a indiqué, en outre, que plus de 321 000 bénéficiaires du Système d'aide à l'insertion professionnelle dans les établissements et administrations publiques ont été intégrés dans des emplois permanents

sur un total de 325.602 concernés, soit un taux de 98,74%. Une opération devant être parachevée au plus tard le 31 décembre 2023.

Placement de 26 000 primo-demandeurs d'emploi

Concernant le dossier des primo-demandeurs d'emploi, au nombre de 2,026 millions bénéficiaires, le ministre a indiqué que 141 000 d'entre eux ont bénéficié déjà d'une formation professionnelle en adéquation avec les besoins du marché du travail. Au 30 septembre 2023, 26 000 jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage ont été placés dans des postes d'emploi. Dans son intervention, le ministre a souligné que ce système a permis de cerner les capacités et potentialités des jeunes à même de les accompagner. D'autant, a-t-il ajouté, que ce système leur garantit une ressource financière et un plus aux familles algériennes pour faire face à l'inflation. En outre, le ministre a souligné que les pensions et allocations ont été revalorisées, en 2022, avec taux oscillant entre de 3 et 5 %, avec un effet rétroactif pour l'année 2021. Selon le ministre, cette revalorisation a eu une incidence financière de

plus de 900 milliards de dinars. Le ministre a également révélé que l'enveloppe financière d'environ 600 milliards de dinars a été allouée par le Trésor public et les organismes de sécurité sociale pour soutenir le pouvoir d'achat des retraités durant la période 2020-2023. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, a indiqué que son département œuvre à la préparation du terrain pour réunir tous les conditions pour booster l'investissement productif au niveau local. Il a relevé lors de son intervention lors de cette conférence d'évaluation sur l'emploi, que d'importants projets de développement local sont instruits par le gouvernement, en mesure de créer de centaines de milliers d'emploi. Le ministre a fait savoir que 36 000 projets destinés pour l'amélioration du quotidien des citoyens à travers le pays seront lancés incessamment. Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a révélé, ce samedi, que le secteur de l'Education nationale a été le plus grand pourvoyeur d'emplois. Preuve en est, le nombre d'emplois externes (recrutement) dans le secteur pour l'année scolaire 2023/2024 a atteint 240.738 emplois contre 47.502 promotions pour le personnel enseignant et 21.770 pour le personnel administratif.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un bond inédit en matière de recrutement

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, samedi à Alger, que son secteur avait enregistré un «bond inédit» en matière de recrutement, notamment pour les titulaires de diplômes de magistère et de doctorat, une élite appelée à contribuer au développement du pays. Intervenant lors d'une conférence sur l'évaluation des opérations de recrutement dans différents secteurs, organisée

par le ministère de la Communication, M. Baddari a souligné que «le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a placé l'université au centre des préoccupations de l'Algérie nouvelle, à laquelle il a consacré 10 engagements, pour en faire une locomotive de développement», ajoutant que «le développement des ressources humaines est au cœur des préoccupations des autorités supérieures du pays». La campagne de recrutement

des titulaires de diplômes de magistère et de doctorat parmi les non-salariés a concerné 8000 postes, a-t-il ajouté, affirmant «qu'il s'agit d'une solution exceptionnelle à une situation exceptionnelle pour éradiquer le chômage chez les porteurs de ces diplômes appelés à contribuer au développement du pays». M. Baddari a cité, en outre, «le recrutement de 1904 enseignants parmi les assistants hospitaliers et 793 enseignants durant les mois d'octobre et de novembre», souli-

gnant que le secteur a connu depuis 2020 le recrutement de 33.000 enseignants au rang de professeur, dont 2500 enseignants durant les sept premiers mois de l'année». Revenant aux indicateurs financiers, «une enveloppe financière de l'ordre de 14 milliards de dinars a été allouée pour couvrir le recrutement des maîtres-assistants de classe (B) entre septembre et décembre et 5 milliards de dinars au recrutement au rang de professeur». A cette occasion,

M. Baddari a annoncé la préparation de la promulgation d'un texte permettant le recrutement des titulaires d'un diplôme de doctorat en période post-doctorat pour concourir au transfert de l'expertise des universités aux entreprises, précisant que les statuts particuliers de l'enseignant, de l'enseignant-chercheur et de l'enseignant hospitalo-universitaire, devaient être promulgués avant la fin 2023.

R E.

RENTÉE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Des filières adaptées aux défis économiques

Les nouveaux stagiaires rejoindront, dimanche, les établissements de formation professionnelle au niveau national à l'occasion de la rentrée professionnelle session octobre 2023, placée sous le thème "Formation professionnelle et enjeu du renouveau économique". Pour faire de cette rentrée une réussite, le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels a mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires, à savoir les moyens techniques et pédagogiques et les établissements de formation estimés à 1.225 structures, en sus des sections d'apprentissage ouvertes au niveau des établissements de formation en plus des spécialités contenues dans le programme pédagogique de formation professionnelle et inscrites dans la

nomenclature des spécialités de la formation professionnelle. La nomenclature relevant du secteur de la formation professionnelle renferme 495 spécialités réparties sur 23 filières professionnelles couvrant les principaux domaines d'activités. Le secteur insiste, à travers les offres de formation, sur les filières professionnelles à caractère prioritaire comme l'industrie, le numérique, le bâtiment et les travaux publics, les métiers de l'électricité, l'agriculture, l'hôtellerie, le tourisme, l'artisanat, l'eau et l'environnement, le secteur ayant conclu plusieurs conventions de partenariat avec les entreprises économiques pour garantir une formation adaptée aux exigences de l'économie nationale. En prévision de cette rentrée, le ministère a introduit de nouvelles spécialités

importantes pour l'économie nationale, dont le dessalement de l'eau de mer, entre autres spécialités touchant des métiers relatifs à la mécanique des trains, ainsi qu'à l'électrification et à la maintenance du réseau ferroviaire. Parmi les spécialités introduites aussi dans le mode de formation par apprentissage dans certaines wilayas, celle de technicien en restauration du patrimoine dans les wilayas de Tébessa et de Saïda. La prochaine rentrée verra le renforcement de certains dispositifs, à l'instar du dispositif de la formation au profit des femmes au foyer et la formations en milieu rural, outre la poursuite de l'offre de formation au profit des bénéficiaires de l'allocation chômage. Concernant la formation des personnes aux besoins spécifiques, le ministère a

consacré un programme destiné à cette catégorie en proposant plus de 500 nouvelles places pédagogiques pour cette rentrée au niveau des centres spécialisés dans les wilayas de Laghouat, Alger, Skikda, Boumerdes et Relizane, outre l'ouverture de deux autres centres dans le sud du pays. Le ministère de tutelle a organisé également des campagnes de sensibilisation pour faire connaître les différentes offres et spécialistes de formation professionnelle, et ce à travers un programme varié comprenant des activités de proximité, des rencontres et des portes ouvertes à travers les wilayas du pays, en sus du lancement de larges campagnes de nettoyage des établissements de formation.

R E.

OUVERTURE DU
DOMAINE
FORESTIER À
L'INVESTISSEMENT

Densifier
le couvert
végétal
et créer
des emplois

Le directeur général des Forêts, Djamel Touahria a affirmé jeudi à Alger que l'ouverture du domaine forestier à l'investissement dans le cadre du texte de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières, permettra de densifier le couvert végétal et de créer des postes d'emploi. Dans une déclaration à l'APS en marge du débat du texte de loi au Conseil de la nation, M. Touahria a précisé qu'à travers cette nouvelle loi, "de nouveaux périmètres d'exploitation forestière à vocation agricole seront ouverts au profit des investisseurs et des riverains, notamment pour le développement des arbres résistants tels que l'amandier, le pistachier, le caroubier et l'olivier", l'objectif étant de densifier le couvert végétal, d'accroître la production nationale de ces produits, d'améliorer les revenus des riverains et de créer des postes d'emploi. Il a également souligné l'ouverture de clairières forestières à la location, notamment pour la population riveraine. Dans le même sillage, M. Touahria a affirmé que les forêts en Algérie regorgent de plantes médicinales et aromatiques, permettant le développement de nombreuses activités, dont l'apiculture. Concernant l'utilisation de drones dans la surveillance et la protection des forêts, notamment contre les incendies, le DGF a fait état d'un projet en cours avec le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), pour la fabrication d'un "drone" local qui sera "muni d'applications informatiques permettant l'envoi d'informations et d'images de manière très rapide".

R E.

AVEC LA PARTICIPATION D'UNE CENTAINE D'ENTREPRISES

Premier Salon national de
l'entrepreneuriat vert et de
l'agriculture à Tizi-Ouzou

Un premier Salon national de l'entrepreneuriat vert, de l'agriculture et de l'agro-alimentaire (SEVAGRO) se tiendra du 9 au 12 novembre prochain, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, avec la participation d'une centaine d'entreprises.

Par S T.

Initié par une agence de communication «VisionArt», en collaboration avec l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) et la Coopérative agricole polyvalente de la wilaya de Tizi-Ouzou (CAPTO), cette première édition du SEVAGRO se veut être «un rendez-vous économique et une opportunité commerciale» pour les professionnels du secteur agricole, indiquent les organisateurs, rapport hier samedi l'APS. Selon le président de la CAPTO, Ramdane Ladaouri, l'événement a pour objectif de mettre en relief l'importance de l'agriculture, dans le domaine de la transformation des produits agricoles et surtout inciter à «produire responsable» en utilisant les nouvelles technologies dont l'énergie solaire et en recourant au recyclage des certains déchets (sous-produits) agricoles pour produire de l'énergie (réutilisation du grignons d'olive, moteurs à énergie renouvelable, entre au-

tres). «Le Salon sera aussi une occasion de revenir sur les potentialités de la wilaya dans le domaine et créer une jonction entre le secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire et la protection de l'environnement», a-t-il dit. Ladaouri a observé, à ce propos, qu'avec le réchauffement climatique, «il y a lieu de repenser la production agricole qui doit être plus responsable», rappelant que «la wilaya souffre d'un déficit hydrique en raison de l'absence de pluies depuis près de cinq mois, une situation inédite à Tizi-Ouzou, d'où l'intérêt accordé par le SEVAGRO à l'entrepreneuriat vert», a-t-il encore expliqué. Des professionnels intervenant dans la production agricole et agro-alimentaire du pays seront présents au Salon qui sera marqué, entre autres, par l'organisation d'une exposition des produits du secteur agricole et de l'agroalimentaire, de conférences qui seront animées par des universitaires et des experts et des ateliers de formation.

LUTTE ANTI-INCENDIE

100 millions de DA pour l'acquisition de drones en 2024

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a demandé l'affectation d'une enveloppe financière au titre de la loi de finances 2024 pour l'acquisition de drones, et ce dans le cadre du développement des moyens de la Direction générale des forêts (DGF) en matière de lutte anti-incendie, a fait savoir jeudi à Alger le ministre du secteur, Mohamed Abdelhafid Henni. Répondant aux préoccupations des sénateurs sur le texte de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières, lors d'une plénière présidée par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma

Azouar, le ministre a précisé que son département ministériel a présenté un dossier au niveau du budget de l'Etat pour lui affecter 100 millions de DA dans le cadre de la loi de finances 2024 pour l'acquisition de matériel spécial (drones) de protection et de surveillance de forêts. M.Henni a également fait état d'une autre demande d'affectation financière de 300 millions de DA pour développer le système de suivi des feux de forêt. Pour lutter contre ce phénomène, le ministère de l'Agriculture tend à utiliser "tous les mécanismes modernes", à travers l'Agence spatiale algérienne en recourant notamment à la numérisation et à l'organisation de sessions de

formation sur le terrain au profit de la société civile et de la population, a affirmé le ministre. Entre 2022 et 2023, la DGF a été renforcée par 340 nouveaux véhicules dotés de matériels d'intervention rapide anti-incendie, ainsi que 40 camions-citernes pour une enveloppe financière de 7 milliards de DA, a-t-il rappelé. Le ministre a fait savoir que l'Etat avait pris toutes les mesures pour lutter contre les feux de forêt, d'où "cette amélioration enregistrée d'année en année", rappelant que l'administration des forêts comptait plus de 10.300 agents, près de 3.200 travailleurs saisonniers, et 20 établissements publics sous tutelle.

FAO

L'indice des prix des produits alimentaires
reste quasi stable en septembre

Les prix alimentaires mondiaux sont restés globalement stables en septembre 2023, par rapport au mois d'août, a indiqué vendredi l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans son rapport mensuel publié sur son site web. "L'indice FAO des prix des produits alimentaires a affiché une valeur moyenne de de 121,5 points le mois écoulé, un niveau presque identique à celui du mois d'avant", a expliqué le rapport précisant que le recul des prix des huiles végétales, des produits laitiers et de la viande a compensé l'accroissement des prix du sucre et du maïs qui ont enregistré des augmentations significatives. Ainsi, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires, qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a reculé de 10,7 % par rapport à son niveau enregistré il y a un an et de

24% par rapport à son niveau de mars 2022, indique le rapport. Durant la période considérée, l'indice FAO du prix des céréales a augmenté de 1%. "La hausse enregistrée durant le mois considéré s'explique par la hausse de 7% des prix internationaux du maïs après sept mois consécutifs de baisse. La FAO attribue cette baisse à la forte demande pour la récolte brésilienne, des ventes ralenties en Argentine et une hausse des prix du fret fluvial aux Etats-Unis due au bas niveau du fleuve Mississippi. L'indice FAO des prix du riz a légèrement fléchi en septembre de 0,5%, mais sa valeur reste supérieure de 27,8% à celle d'il y a un an. En outre, la FAO a revu à la hausse ses prévisions pour la production mondiale de céréales en 2023, à 2.819 millions de tonnes, ce qui constituerait un record. Cette révision est portée par le relè-

vement des estimations pour le blé, avec de meilleurs rendements attendus en Russie et en Ukraine grâce à des conditions météorologiques favorables. Pour les prix des huiles végétales, ils ont baissé de 3,9% en septembre par rapport au moins d'août, ce qui marque son deuxième mois consécutif de baisse, note le rapport, expliquant ce recul de l'indice par le fléchissement des prix mondiaux des huiles de palme, de tournesol, de soja et de colza. Quant aux prix des produits laitiers, ils ont également baissé enregistrant un repli 2,3% par rapport au mois d'août. "Il s'agit de la neuvième baisse mensuelle consécutive de l'indice, qui s'est établi à 23,9% de moins que sa valeur enregistrée au même mois de l'année précédente. Les prix de viande ont connu la même tendance baissière, enregistrant un recul de 1% par rapport au

mois d'août. Il s'agit de la troisième baisse mensuelle d'affilée de l'indice dont la valeur a baissé de 5% par rapport à l'année dernière. Les prix de la viande de volaille ont baissé ont raison de l'abondance de l'offre chez les principaux fournisseurs mondiaux en particulier le Brésil. Les prix de la viande ovine ont baissé pour le cinquième mois de suite mais d'une manière moins marquée, sous l'effet des disponibilités élevée en Australie malgré une demande stable en Chine et au Moyen orient. En revanche, la forte demande à l'importation de viande bovine maigre, en particuliers aux Etats Unis a entraîné un rebond des prix internationaux de la viande bovine malgré la quantité élevée de viandes exportables au Brésil et en Australie.

R E.

MINE DE ZINC ET PLOMB DE TALA HAMZA (BEJAÏA)

Arkab : «Une priorité pour l’Algérie»

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a déclaré hier depuis Bejaïa, que le projet de la mine de Zinc et du plomb de Tala Hamza d’Amizour (Bejaïa) constitue une priorité pour l’Algérie, vu son importance pour l’économie nationale et le marché de l’emploi. Pas moins de 700 emplois directs et 4000 autres indirects seront créés au lancement de ce projet.

Intervenant à l’ouverture des travaux d’une rencontre placée sous le thème : « Raréfaction des ressources minières de l’Algérie, rôle du gisement de zinc-plomb de Tala-Hamza-Oued Amizour », à l’université de Bejaïa, le ministre a réitéré l’approche de son département visant à la valorisation de nos richesses minières en local afin de réduire la facture d’importation. « La hausse de la demande mondiale sur les minières a provoqué une rareté de certains produits miniers. Le projet de la mine de plomb et de zinc de Tala Hamza constitue une priorité pour l’Algérie et ce dans l’objectif de créer une industrie locale, créer de la richesse et de l’emploi » a-t-il déclaré. Dans ce sens, le ministre a indiqué que l’Algérie encourage les recherches et l’exploration minière à l’image d’autres pays du monde, et ce, dans l’objectif de développer l’industrie minière. « L’Algérie accorde une grande importance pour ce secteur, notamment à travers la réforme de la loi minière et la mise en place d’une nouvelle carte minière pour enrichir et développer le secteur à travers l’introduction

des nouvelles technologies en plus de la concrétisation de nouveaux projets structurants à l’image du projet phosphates intégré à l’Est du pays et celui de Gara Djebilet à Tindouf », a-t-il expliqué. « Cette rencontre est intervenue pour étudier ce projet d’une manière transparente et scientifique en présence d’experts et enseignants universitaires pour débattre de l’ensemble des aspects économiques, sociales et environnementaux pour la réalisation et l’exploitation de cette mine » a-t-il ajouté. La rencontre, rappelle-t-on, a vu la participation de deux autres ministres, en l’occurrence, Ali Aoun, ministre de l’industrie et de la Production pharmaceutique, la ministre de l’Environnement et des énergies renouvelables, Fazia Dahlab. D’emblée les intervenants ont mis en exergue l’importance de la valorisation de capacités minières du pays, tel que le projet d’Amizour et celui de Ghar Djebilet. La ministre de l’environnement a saisi cette occasion pour rassurer la population locale sur le respect des normes de gestion des risques, mais également le respect de la di-

versification biologique, mieux encore, une commission composée des services de wilaya et ceux de l’environnement veilleront sur le respect total de l’environnement. Une occasion également pour évoquer les retombées économiques positives sur toute la région. Un projet auquel les pouvoirs publics accordent une importance particulière, rassure le ministre de l’industrie et de la Production pharmaceutique, qui réaffirme l’engagement de son département pour accompagner la réalisation du projet du gisement de zinc-plomb de Tala-Hamza-Oued Amizour, aux normes internationales. En somme, cette rencontre scientifique a été également une occasion pour parler de l’importance des mines dans le développement économique de la région mais également pour rassurer la population de Béjaïa sur la gestion des risques liés à l’environnement. Selon les détails fournis par les autorités, de nouvelles technologies de pointe seront utilisées dans l’exploitation de la mine, avec un respect rigoureux des conditions de l’environnement.

AGENCE NATIONALE DE RÉALISATION DU PORT DE CHERCHELL

Les missions élargies à l’ensemble des infrastructures portuaires

Les missions de l’Agence nationale de réalisation du Port centre de Cherchell se sont élargies aux différentes opérations liées aux études et travaux de réalisation de l’ensemble des infrastructures portuaires, selon un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n 63. Il s’agit du décret exécutif n 23-347 du 3 octobre 2023, signé par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, modifiant le décret n 20-376 du 16 décembre 2020 portant création

d’une agence nationale de réalisation du port centre de Cherchell. Ainsi, l’ »Agence nationale de réalisation du Port centre de Cherchell« devient « Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires ». Selon ce décret, l’agence est « le maître d’ouvrage délégué chargé de gérer et de conduire, au nom de l’Etat et pour son compte, les opérations inhérentes aux études et aux travaux de réalisation des projets des infrastructures portuaires ». En

outre, l’agence est chargée au titre des missions commerciales de « réaliser, à la demande de l’exploitant, toutes actions et opérations liées aux infrastructures portuaires financées par les exploitants des infrastructures portuaires ». Par ailleurs, le même texte stipule que le Conseil d’administration se réunit sur convocation de son président, en session ordinaire, deux fois par an au lieu de quatre fois, comme prévues dans l’ancien décret.

COOPÉRATION ALGÉRIE-UE

15 millions d’euros pour soutenir le développement des EnR

L’Algérie et l’Union européenne (UE) ont convenu, lors de la réunion du Dialogue politique de Haut niveau dans le domaine de l’énergie, d’un nouveau programme de coopération pour soutenir le développement des énergies renouvelables d’une valeur de 15 millions d’euros, selon le communiqué commun de la réunion, rendu public jeudi par le ministère de l’Energie et des mines. Ce programme de coopération, s’appuyant sur les résultats "très positifs du projet Taka Nadifa (énergie propre)", a été annoncé à l’issue de la 5ème réunion qui s’est tenue jeudi à Bruxelles, sous la coprésidence de la Commissaire à l’énergie de la Commission de l’Union européenne, Kadri Simson et le ministre de l’Energie et des mines, Mohamed Arkab, a précisé la même source. Ce programme de coopération, d’une valeur de 15 millions d’euros, est basé sur les priorités identifiées à travers le Dialogue entre l’Algérie et l’UE. Il vise à soutenir le développement de projets d’énergies renouvelables, l’intégration

des renouvelables dans le système, y compris par le biais de nouvelles technologies, l’interconnexion électrique, le développement d’une économie verte de l’hydrogène, l’augmentation des énergies renouvelables dans la production et le transport d’énergie, ainsi que l’efficacité énergétique dans les bâtiments et les entreprises publiques, a souligné le communiqué commun de la réunion. Les deux parties ont convenu de progresser davantage sur les émissions de méthane et l’hydrogène en facilitant et en promouvant des projets industriels pilotes, ainsi que d’organiser des ateliers réunissant des parties prenantes publiques et privées européennes et algériennes. Les perspectives de coopération dans le domaine de l’hydrogène renouvelable ont également été discutées lors de cette réunion qui s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Mémoire d’entente (MoU) sur le partenariat stratégique entre l’Algérie et l’UE dans le domaine de l’énergie, signé à Alger en 2013, qui vise à déve-

lopper et renforcer les relations énergétiques tout en respectant l’équilibre des intérêts entre les deux parties. Dans cette perspective, les deux parties ont exprimé leur volonté d’explorer la possibilité d’établir un accord de coopération sur l’hydrogène afin d’identifier des actions concrètes et des projets dans ce domaine de partenariat, a ajouté le communiqué. Les efforts de l’Union européenne pour augmenter et accélérer le déploiement des énergies renouvelables ont été mis en avant, avec l’hydrogène comme domaine prioritaire pour stimuler la transition verte. La stratégie nationale algérienne récemment adoptée pour le développement de l’hydrogène a également été soulignée. La commissaire Simson et le ministre Arkab ont convenu qu’il existait un excellent potentiel pour un partenariat fructueux et mutuellement bénéfique sur l’hydrogène renouvelable et se sont engagés à intensifier la coopération dans ce domaine".

R E.

FINANCE ISLAMIQUE

La BNA étudie le financement d’importants projets d’investissement

La Banque nationale d’Algérie (BNA) étudie le financement d’importants projets d’investissement à travers la finance islamique, qui enregistre une croissance encourageante depuis son lancement en 2020, a indiqué à l’APS une responsable de cette banque. La cheffe de la division de la finance islamique à la BNA, Amina Athamnia, a précisé que la commission centrale d’étude des financements islamiques au niveau de la banque « étudie le financement d’importants projets », soulignant que la finance islamique avait permis, depuis son lancement le 4 août 2020 jusqu’à la mi-septembre, de « financer des projets en cours de réalisation qui seront dévoilés dans les mois à venir, dans le cadre de la contribution à l’effort de développement de l’économie nationale ». La valeur des financements durant cette période s’est élevée à 8 milliards de dinars, tandis que les dépôts ont atteint 30 milliards de dinars, avec l’ouverture de 50.000 comptes, a-t-elle fait savoir. La BNA compte 78 points de vente entre agences et fenêtres de finance islamique au niveau des banques classiques, auxquelles s’ajouteront cinq (5) nouvelles agences avant la fin de l’année, selon Mme Athamnia, qui a affirmé que d’autres projets étaient prévus pour 2024. La responsable a indiqué que la tendance à la hausse de l’activité de la finance islamique au niveau de la BNA « nous a incités à investir dans l’ouverture d’agences dédiées exclusivement à cette activité ». Elle a en outre révélé que le nombre de produits de finance islamique de la banque est passé de neuf (9) en 2020 à 15 produits actuellement, ajoutant que d’autres produits seront lancés après l’émission de l’autorisation de commercialisation par la Banque d’Algérie. Parmi les nouveaux produits, elle a cité « Essalem », dédié au cycle d’exploitation des entreprises et professionnels, et « Istisna’a », qu’elle a souhaité « voir opérationnel dans les agences avant la fin de l’année ». La responsable a, par ailleurs, souligné l’importance des dispositions de la nouvelle loi monétaire et bancaire, notamment en ce qui concerne l’autorisation d’ouverture de banques islamiques et l’émission de sukuk, ce qui complètera, selon elle, l’édification du système financier islamique, sachant que les sukuk permettront aux banques et aux compagnies d’assurances Takaful d’utiliser les fonds déposés dans le cadre de la finance islamique.

TIMIMOUN
De nouvelles
installations
touristiques
pour renforcer
les capacités
d'accueil

De grands efforts sont fournis dans la wilaya de Timimoun pour matérialiser divers projets susceptibles de renforcer les capacités d'accueil des structures touristiques de l'Oasis-rouge, Timimoune, à la satisfaction des touristes convergeant vers la région. Ces efforts visant la promotion de la destination Timimoun sont confortés par l'inscription, jusqu'à fin septembre dernier, de 35 projets d'investissement public et privé portant réalisation d'une série d'installations hôtelières appelées à confirmer la vocation touristique de la région et étoffer la capacité d'accueil et d'hébergement dans la wilaya. Il s'agit de 15 opérations d'investissement public d'une capacité d'accueil de 1.627 lits, susceptibles de générer, une fois opérationnelles, plus de 509 emplois directs, en plus de 20 autres projets privés, totalisant 1.029 lits et permettant la création de 166 empois, selon les données fournies par la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA). L'Oasis rouge regorge de potentialités touristiques, naturelles et archéologiques, avec une centaine de sites et vestiges disséminés à travers le territoire de la wilaya constituant une destination touristique saharienne privilégiée pour les flux touristiques de l'intérieur et de l'extérieur du pays. L'on relève, entre autres atouts touristiques, un foisonnement de Sebkhass, dont celle au flanc Ouest de la ville de Timimoun, connue au nom de Gourara, constituée depuis la nuit des temps d'estuaire de "Oued Ichidoune", en plus d'autres petites Sebkhass (lacs) de Deldoul au Sud, Ouled Mahmoud à l'Est et Sebkheth Charouine, au Nord-Ouest, formant des dépressions terrestres de collecte des eaux, vives en hiver et taries en été, conférant au paysage naturel, depuis une observation depuis la terrasse de l'hôtel "Gourara", une image envoutante à s'en délecter par les touristes. A ces atouts touristiques vient se greffer le riche patrimoine matériel faisant la fierté de la capitale de l'Oasis rouge, à l'instar de la Casbah d'Ighzer (eau abondante), à une vingtaine de km de la ville, dont l'édification remonte au 11ème siècle hégirien, ainsi que le circulaire Ksar de Drâa, au cœur de Timimoun, qui constitue un maillon de la chaîne des Ksour édifiés depuis la région de Gourara à celle du Tidikelt (In-Salah). Cette splendeur qu'incarne la région touristique de Timimoun est également confortée par sa position géographique embrassée, des différents horizons, par des palmeraies ombragées servant de lieux de détente et de quiétude pour les visiteurs, et de sources vivrières pour la population de par sa production prolifique de variétés dattières, dont El-H'mira et Tinasser, très sollicitées sur les marchés de l'Afrique en général.

AQUACULTURE À CHLEF

Leadership national et renforcement de la sécurité alimentaire

La filière aquacole à Chlef (200 km à l'Ouest d'Alger) a enregistré durant la période allant de 2020 à 2023 un saut qualitatif qui l'a propulsé au rang de leader national du domaine, avec six fermes d'aquaculture marine assurant un taux de 60% de la production nationale de poisson, de quoi marquer sa contribution au renforcement de la sécurité alimentaire, tout en consacrant les objectifs du développement durable.

En effet, "un bond de production" a été réalisé par la wilaya à la période indiquée, dans le domaine de l'aquaculture, en plus d'une maîtrise du processus et des techniques d'ensemencement de manière à garantir la durabilité des réserves de poissons, renforcer la sécurité alimentaire et relever la valeur du produit local, dans le cadre de la vision de l'Algérie nouvelle, visant la relance du secteur de la pêche et la promotion de l'activité aquacole, à travers la promulgation d'une série de mesures réglementaires et textes de lois pour organiser la filière, a indiqué à l'APS le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Hocine Melikeche. Il a souligné la "contribution avérée" des facilitations et incitations fiscales décidées par les autorités supérieures du pays, en réponse aux doléances des professionnels du secteur, dont la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée pour les investisseurs du domaine, "dans le lancement de nouveaux investissements ayant valu à Chlef le leadership national, en la matière, avec six fermes marines, qui ont porté sa capacité de production de 1.400 tonnes de poissons en 2019 à 2.200 tonnes en 2020". Encore plus, en dépit des répercussions de la pandémie du Coronavirus sur le secteur, les fermes d'aquaculture marine de la wilaya ont réalisé une production globale de 1.637 tonnes en 2021, puis 1.563 tonnes en 2022. Des chiffres "nettement à la hausse" comparativement à ceux de 2019 (1.400 tonnes),

tandis que les prévisions dans le domaine tablent sur une production de pas moins de 2000 tonnes dans trois fermes marines, à la fin de l'année en cours. Trois autres fermes sont en cours de réensemencement et exploitation, de manière à porter la production à plus de 4.000 tonnes en 2024, selon le même responsable.

Renforcer la sécurité alimentaire et booster l'économie nationale

La filière aquacole à Chlef assure 60% de la production nationale de poisson. Un fait qui "assure un équilibre entre la demande et l'offre sur la ressource piscicole, parallèlement au soutien de la production portuaire, et au renforcement de la sécurité alimentaire nationale", a expliqué Rachid Annan, expert en économie de la pêche et aquaculture et chercheur dans l'évaluation des politiques publiques. Selon le même expert, la moyenne de production du secteur aquacole à Chlef fluctue entre 2.000 à 3.000 tonnes/an, équivalant à une moyenne de 6 à 7 tonnes de poisson/Jour, commercialisées à travers le pays. Un fait qui contribue à "une disponibilité des produits de la pêche sur les marchés nationaux et locaux, au relèvement de leur moyenne de consommation par individu, et au soutien de la dynamique commerciale du domaine", a-t-il ajouté. Le responsable a estimé, en outre, que la croissance rapide de la filière d'aquaculture marine à Chlef est de nature à "impacter positivement sur le développe-

ment de l'industrie de transformation et des activités impliquées dans la chaîne de valeur de porter et relancer l'économie nationale en générale et redynamiser les zones industrielles de la wilaya, de façon particulière". A cela s'ajoute la perception de recettes fiscales considérables pour soutenir le Trésor public. Sachant que les recettes fiscales du secteur à Chlef ont été estimées à plus de 100 millions DA en 2021, alors que les prévisions tablaient sur 260 millions DA en 2024, selon les chiffres fournis par M.Annan.

Des investissements prometteurs et un développement durable
Après avoir affirmé sa contribution plus qu'avérée à la sécurité alimentaire, tout en constituant une locomotive pour l'économie nationale, la filière aquacole à Chlef illustre clairement, à travers les résultats réalisés sur le terrain, le 18e engagement du Président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, relatif à la garantie de la sécurité alimentaire, la couverture des besoins nationaux et le développement urgent de la production piscicole par la création de postes d'emploi, de la richesse et de revenus au profit de l'Etat, outre l'octroi d'incitations fiscales, et la transformation et industrialisation des ressources halieutiques. Les efforts des autorités locales en la matière se poursuivent toujours par l'examen en cours des demandes de réalisation de trois nouveaux projets de fermes marines, un projet

d'écloserie de poissons et d'aliments dans la commune de Beni Haoua, et une ferme d'élevage du Tilapia dans la région de Branssia, attendue à l'entrée en exploitation et production à la fin octobre prochain, avec une capacité de production de 32 tonnes/an, selon la cheffe du service aquaculture, Sadek Zahra. Un autre projet d'atelier de construction et de réparation navale dans la commune d'El Marsa (Nord-ouest), relevant de la société Nautica.It.DZ, fruit d'un partenariat algéro-italien, avec un taux d'avancement de près de 30 %, devrait assurer, à la première phase de sa mise en service, la réalisation de trois bateaux /an (un thonier, un chalutier et un bateau de pêche), avant de relever progressivement sa cadence de production, indique-t-on à la direction locale du secteur. La filière aquacole à Chlef fait partie des secteurs clés dans lesquels l'Algérie nouvelle a démontré l'efficacité des mesures et réformes décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur, l'économie nationale et la sécurité alimentaire, d'une part, et d'autre part s'orienter vers une "Transformation bleue", au diapason de la vision de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du plan de développement durable 2030, qui affirme le rôle de la pêche et de l'aquaculture dans la garantie de la sécurité alimentaire, mais aussi dans un développement durable aux plans économique, social et environnemental.

67E ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE CHOUABIR/LAGHOuat

Attribution de 120 logements sociaux

Un quota de 120 logements sociaux a été attribuée mercredi à leurs bénéficiaires dans la commune de Laghouat, en marge des festivités commémorant le 67ème anniversaire de la bataille de Chouabir, dont la région fut le théâtre le 4 octobre 1956. Intervenant lors de la cérémonie de remise des clefs, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Sofiane Hammani, a affirmé que les logements, conçus selon un style joignant modernité et cachet architectural de la région, ont été réalisés en fonction des

normes de construction requises, en plus de leur équipement en commodités nécessaires pour une vie décente des bénéficiaires. Les festivités commémoratives de la bataille de Chouabir ont également été marquées par la distribution d'un lot de 61 kits solaires photovoltaïques au profit des populations nomades et des zones reculées et déshéritées. S'agissant de la bataille de Chouabir, le doyen de la faculté des sciences humaines de l'université de Laghouat, Aïssa Bougrine, a rappelé que cette épopée, précédée

d'une journée par celle d'El-Khotifa, fut un des hauts faits d'armes de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la région, pour recouvrer la souveraineté et l'indépendance. Menée le 4 octobre 1956 par l'ALN dans la zone de Chouabir, cette bataille durant laquelle 1.375 soldats français ont été éliminés, a été suivie de représailles menées par les forces coloniales, consistant en la destruction totale de la région d'El-Ghicha et la déportation de ses habitants.

La politique de la Banque Centrale de Russie est-elle cohérente avec le changement de structure de l'économie ?

La Banque Centrale de Russie a décidé le 15 septembre dernier de remonter son taux directeur de 12% à 13%[1]. Cette décision, et les raisons pour laquelle elle a été prise, ont ranimé un débat sur la cohérence de la politique monétaire menée par la Banque Centrale vis-à-vis de la croissance économique en Russie.

Partie 1

Par Jacques Sapir

Les questions posées sont bien réelles et le risque que les hausses répétées du taux directeur ne ralentissent la croissance non négligeable. Il convient donc d'analyser et la position officielle de la Banque Centrale de Russie et celle de ses opposants, et de confronter les déclarations des uns et des autres à la réalité.

1. Les fondements de la politique monétaire russe

La Banque Centrale de Russie a, en effet, adoptée une stratégie de « cible d'inflation » pour pouvoir continuer à opérer en situation de changes flottants en 2014[2]. Cette politique a été maintenue en dépit des fortes perturbations engendrées par la première vague de sanctions dont la Russie a été victime en 2014-2017. La position officielle est, aujourd'hui, la suivante :

« Le taux de change flottant est une condition essentielle pour une mise en œuvre efficace de la politique monétaire dans le cadre de la stratégie de ciblage de l'inflation. Il aide l'économie à mieux s'adapter aux changements des conditions extérieures que dans un régime de taux de change fixe et géré. De plus, cela permet au régulateur de mettre en œuvre une politique monétaire indépendante. Un taux de change flottant a un effet stabilisateur sur l'économie, ce qui est particulièrement important en période de transformations économiques structurelles.

Fin février-début mars (2022), en raison des changements des conditions extérieures, la Banque de Russie a introduit un contrôle des capitaux dans le pays. Cette mesure était une réponse forcée aux restrictions étrangères. En particulier, la Banque de Russie a perdu la possibilité d'utiliser une partie de ses réserves internationales dans les principales monnaies de réserve mondiales afin d'atténuer les risques pour la stabilité financière. Couplés aux autres mesures adoptées, les contrôles de capitaux ont permis de protéger la stabilité du système financier russe. Toutefois, si des contrôles de capitaux à grande échelle restent en place pendant une longue période, cela pourrait avoir des conséquences négatives à long terme sur l'économie et son potentiel de croissance. Ainsi, à mesure que les risques diminuent, ces restrictions sont progressivement assouplies. Une partie des contrôles de capitaux est de nature non économique et bilatérale. En conséquence, ils ne peuvent être assouplis que sur une base réciproque »[3]. Ceci a été confirmé dans les Orientations de la politique monétaire pour 2024-2026 où l'on trouve la déclaration suivante :

« L'objectif de la politique monétaire est de maintenir l'inflation proche de 4 %. L'objectif d'inflation est en vigueur de manière permanente. Il est fixé pour le taux de croissance annuel des prix à la consommation, c'est-à-dire l'évolution des prix des biens et services achetés par les ménages au cours des 12 derniers mois. Le taux de croissance des prix à la consommation est déterminé sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé par le Service fédéral russe des statistiques (Rosstat).

Les études de la Revue de la politique monétaire prouvent que l'objectif d'inflation de 4% choisi en 2015 était raisonnable. En outre, fin 2021, l'économie russe avait réuni les conditions préalables à la réduction l'objectif d'inflation à l'avenir. Toutefois, compte tenu des changements spectaculaires de l'environnement économique en 2022, la Banque de Russie devrait considérer cette question avec plus de prudence. Une fois que l'inflation se sera stabilisée à près de 4 % et que l'incertitude économique globale aura diminué, la Banque de Russie évaluera le caractère raisonnable et le moment possible d'une diminution de l'objectif d'inflation. Si la Banque de Russie décide d'abaisser l'objectif d'inflation, elle sera annoncée à l'avance »[4].

Cette déclaration qui a dû être rédigée au début du mois de juillet, confirme donc une cible d'inflation de 4%.

Si l'objectif d'inflation qui était ciblé semblait raisonnable à 4% de mi-2016 à la fin de 2020 comme on le voit sur le graphique 1, il pose néanmoins un problème au-delà. Rappelons que l'objectif d'inflation s'inscrit dans une politique visant à stabiliser les prix[5]. Cette politique fut initialement appliquée en Nouvelle-Zélande dans les années 1990 et s'est depuis largement généralisée. La stabilité d'un objectif d'inflation se comprend du point de vue de la formation des anticipations des acteurs économiques par rapport à la politique de la Banque Centrale[6]. Mais, cette politique, qui a été largement appliquée depuis les années 2000, si elle a montré une capacité à ralentir l'inflation a eu aussi des effets négatifs sur la croissance des pays qui l'ont adopté[7]. Des critiques plus théoriques se sont faites jour quant à cette politique. Ainsi, une étude montre quelle n'est réellement efficace que si la Banque Centrale communique bien son objectif et reste flexible dans la désignation de cet objectif[8]. Son intérêt, par rapport à d'autres politiques, ne

semble pas entièrement établi[9]. Des auteurs ont critiqué cette politique du point de vue de pays en développement, dont l'économie connaît d'importantes transformations[10]. Globalement, cette politique monétaire présente les mêmes défauts quant à la croissance que d'autres. Dans le cas de la Russie, elle présente des inconvénients manifestes[11].

2. Les explications fournies par Mme Elvira Nabiulina

Les deux hausses de taux d'août et de septembre 2023, l'une de 350 points et l'autre de 100 points de base, ont surpris les observateurs de la politique macroéconomique russe. Il faut revenir sur la déclaration faite le 15 septembre 2023 par la présidente de la BCR, Mme Elvira Nabiulina. Elle donne d'emblée la justification suivante :

« Les relèvements des taux directeurs depuis juillet constituent une réponse à la matérialisation des risques inflationnistes, notamment liés à l'impact du taux de change. [12] »

Elle établit donc un lien entre la dégradation du taux de change nominal qui a lieu depuis la fin du mois de juillet et les risques inflationnistes en Russie. Rappelons que cet argument avait été utilisé lors des précédents relèvements du taux directeur, de 7,5% à 8,5% à la fin de juillet dernier, puis de 8,5% à 12,0% au mois d'août. Lors de cette hausse du taux directeur, le communiqué des directeurs de la Banque Centrale publié le 15 août 2023 précisait :

« Les pressions inflationnistes s'accumulent. Au 7 août, le taux d'inflation annuel s'est élevé à 4,4% tandis que les taux de croissance actuels des prix continuent d'augmenter. Au cours des trois derniers mois, la croissance des prix courants s'est élevée à 7,6% en moyenne en termes annualisés et corrigés des variations saisonnières. La même mesure de l'inflation sous-jacente a augmenté à 7,1 %.

Une croissance constante de la capacité de la demande intérieure à accroître la production amplifie la pression inflationniste sous-jacente et a un impact sur la dynamique du taux de change du rouble à travers une demande élevée d'importations. Par conséquent, la répercussion de la dépréciation du rouble sur les prix s'accroît et les anticipations d'inflation sont en hausse. Par la suite, étant donné que les taux de croissance actuels des prix restent aux niveaux atteints, le risque d'un dépassement de l'inflation par rapport à l'objectif en 2024 est substantiel. La décision de la Banque de Russie vise à construire les conditions monétaires et la dynamique globale de la demande intérieure nécessaires pour ramener l'inflation à 4 % en 2024 et la stabiliser à proximité de 4 % par la suite. À l'avenir, dans ses décisions sur les taux directeurs, la Banque de Russie prendra en compte la dynamique de l'inflation réelle et attendue par rapport à l'objectif et aux processus de transformation économique, ainsi que les risques posés par les conditions intérieures et extérieures et la réaction des marchés financiers. Selon les prévisions de la Banque de Russie, compte tenu de l'orientation de la politique monétaire, l'inflation annuelle reviendra à 4% en 2024. [13] »

Cette déclaration, qui n'avait pas été faite par la présidente, mettait en avant l'ouverture d'un écart entre le taux visé (et la politique de la BCR reste celle d'un objectif de taux d'inflation) et les tendances inflationnistes pour les prix courants comme pour l'inflation sous-jacente. Mais, on ne voit aucune référence aux tensions sur le marché du travail, tensions elles-mêmes induites par le fort accroissement de la main d'œuvre employé (la population en emploi a augmenté de 3,6% de mars 2022 à juillet 2023 et le chômage a baissé sur la même de -26% tombant à 3,0% de la population active), et qui engendrent une partie des mouvements inflationnistes. Autrement dit, on ne trouvait dans ce communiqué aucune réflexion sur le fait que compte tenu de la vigueur de la croissance russe au 2ème trimestre 2023 et au début du 3ème trimestre, l'objectif de 4% par an pourrait s'avérer obsolète. Le communiqué donnait l'impression que les responsables de la Banque Centrale n'avaient pas pris la mesure des changements survenus au sein de l'économie russe depuis 2022 et que leur objectif était de remettre l'économie sur une trajectoire de hausse des prix antérieurs à ces changements.

Il convient alors d'analyser la présentation faite par Mme Nabiulina des tendances inflationnistes en Russie :

« En juillet, la croissance actuelle des prix s'est nettement accélérée. En août, les taux de croissance ont légèrement diminué, tandis que la pression sur les prix était de plus en plus provoquée par des composantes tendancielles. Les hausses de prix se sont accélérées sur une large gamme de produits. Les indicateurs d'inflation sous-jacente ont continué de progresser. Des biens tels que les voitures, les vêtements et les chaussures, les appareils électroménagers et les appareils électroniques ont largement contribué à l'inflation actuelle, car leurs prix dépendent du taux de change. [14] »

Ce passage montre que pour Mme Nabiulina la hausse des prix est essentiellement importée. Dès lors se déploie un raisonnement

logique : si la hausse des prix est importée il faut faire remonter le taux de change nominal et, pour cela, il faut refroidir fortement l'économie. Or, on constate, dans le graphique 2, que les taux de change du Rouble vis-à-vis du Dollar des États-Unis et du Yuan chinois se dégradaient mais selon une pente assez prévisible. Il n'y avait nul signe d'un « effondrement » du cours du rouble.

Assurément, on pouvait penser que le seuil psychologique de 100 roubles pour un Dollar serait franchi, et il le fut effectivement pour une très courte période. Et, psychologiquement, on pouvait effectivement craindre une déstabilisation des comportements des consommateurs. Mais, si l'on regarde le taux de change réel du rouble, compte tenu du fait que l'inflation avait été plus forte en Russie que dans les deux pays de références, le niveau du taux de change restait assez proche de son niveau de début 2022. Or, la Russie est en guerre, en dépit de l'utilisation de l'euphémisme « d'Opération Militaire Spéciale ». Il n'est pas étonnant, compte tenu du déficit budgétaire engendré par les opérations militaires et les dépenses qu'elles impliquent, que le taux de change du Rouble se soit légèrement déprécié. Sauf pour la raison psychologique citée plus haut, les raisons d'une intervention aussi brutale de la Banque Centrale ne semblent pas s'imposer.

De plus, supposer qu'une hausse du taux directeur puisse avoir un effet puissant sur la hausse de change suppose à son tour que les canaux de transmissions de la politique monétaire fonctionnent parfaitement[15]. Le bulletin n°8, vol. (14) de la Banque Centrale signale donc :

« Parmi les principaux risques, le Conseil d'administration de la Banque de Russie a noté l'excès de la demande intérieure par rapport à la possibilité d'augmenter la production. Au 7 août, le taux d'inflation annuel était passé à 4,4 %. Dans le même temps, le taux actuel de croissance des prix a continué de s'accroître considérablement.

Après la hausse du taux directeur, la trajectoire future de son évolution attendue par les acteurs du marché s'est déplacée vers le haut. Dans le même temps, les analystes interrogés par la Banque de Russie s'attendent en moyenne à ce que le taux reste au niveau actuel lors des prochaines réunions, avec une baisse ultérieure fin 2023 – début 2024 »[16].

A suivre

Notes

- [1] https://www.cbr.ru/eng/press/pr/?file=15092023_133000Key_e.htm
- [2] CBR, Guidelines for the Single State Monetary Policy in 2012 and for 2013 and 2014, Moscou, 28 octobre 2011, https://www.cbr.ru/Content/Document/File/48483/on_12-eng.pdf et CBR, Guidelines for the Single State Monetary Policy in 2014 and for 2015 and 2016, Moscou, 8 novembre 2013, https://www.cbr.ru/Content/Document/File/48481/on_14-eng.pdf
- [3] CBR, Monetary Policy Guidelines for 2023-2025, 2 novembre 2022, https://www.cbr.ru/eng/about_br/publ/ondkp/on_2023_2025/
- [4] CBR, Monetary Policy Guidelines for 2025-2026, 11 août 2023, https://www.cbr.ru/about_br/publ/ondkp/on_2024_2026/
- [5] Scarlata, J.G., "Inflation Targeting", Chapitre 7, in Wong C-H., M.S. Khan et S.M. Nsouli (édits), Macroeconomic Management, IMF, Washington D.C., avril 2002.
- [6] Svensson, L.E.O., Inflation forecast targeting: Implementing and monitoring inflation targets, in European Economic Review, Volume 41, Issue 6, 1997, Pages 1111-1146,
- [7] Nene, S. T., Kehinde D. I., et Mashapa S., « The Effect of Inflation Targeting (IT) Policy on the Inflation Uncertainty and Economic Growth in Selected African and European Countries » in Economics Vol. 10, no. 2, 2022, <https://www.mdpi.com/2227-7099/10/2/37>
- [8] Cornand C et M'baye C., « Does Inflation Targeting Matter? An Experimental Investigation » in Macroeconomic Dynamics, Vol 22, (2), pp. 362-401.
- [9] Duong T.H., « Inflation targeting and economic performance over the crisis: evidence from emerging market economies », in Asian Journal of Economics and Banking, Vol. 6 No. 3, 2022, pp. 337-352.
- [10] Fernando de Paula L. et Ferrari-Filho F., « Arestis and Sawyer's Criticism on the New Consensus Macroeconomics: Some Issues Related to Emerging Countries » in G. Fontana, J. McCombie et M. Sawyer, Macroeconomics, Finance and Money: Essays in Honour of Philip Arestis, Springer Verlag, 2010, pp. 19-34.
- [11] Sapir J., « What Should Russian Monetary Policy Be » in Post-Soviet Affairs, Vol. 26, n° 4, Octobre-Décembre 2010, pp ; 342-372;
- [12] <https://www.cbr.ru/eng/press/event/?id=17071>
- [13] https://www.cbr.ru/eng/press/pr/?file=15082023_103000Key_en.g.htm
- [14] <https://www.cbr.ru/eng/press/event/?id=17071>
- [15] Voir , Banque Centrale de Russie, Денежно-кредитные условия и трансмиссионный механизм денежно-кредитной политики No 8 (14) август 2023 года, Moscou, août 2023.
- [16] Banque Centrale de Russie, Денежно-кредитные условия и трансмиссионный механизм денежно-кредитной политики No 8 (14) август 2023 года, Moscou, août 2023.

MAURITANIE

L'Autorité de régulation ordonne la « mise en réception » des cartes SIM non enregistrées

La Mauritanie veut identifier les abonnés aux services télécoms pour renforcer la sécurité nationale alors que les cas de fraudes via mobile continuent de croître. Les efforts déployés jusqu'ici pour lutter contre ce phénomène n'ont pas abouti aux résultats attendus, indique le régulateur télécoms. Les opérateurs télécoms mauritaniens Mattel, Mauritel et Chinguitel engageant, à partir de ce vendredi 6 octobre, une opération de « mise en réception » des abonnés non identifiés biométriquement, a annoncé l'Autorité de régulation (ARE). Les abonnés aux communications électroniques concernées ne pourront que recevoir des appels jusqu'à ce qu'ils se mettent en règle. Si cela n'est pas fait avant le 6 décembre, le service leur sera définitivement coupé.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la décision n° 0038 du Conseil national de régulation (CNR), relative à la vente des cartes SIM/USIM en Mauritanie. Adoptée le 6 avril dernier, la décision stipule que la vente de cartes SIM par les opérateurs télécoms sera exclusivement réalisée par le biais d'une identification biométrique de l'acheteur. Elle enjoint également aux opérateurs de télécommunications d'effectuer l'identification biométrique de l'ensemble de leurs abonnés dans un délai de six mois.

A travers l'identification des abonnés aux services de télécommunications, les autorités mauritaniennes veulent renforcer la sécurité du pays et des citoyens dans un contexte de transformation numérique accélérée marqué par l'accroissement des fraudes via mobile. L'ARE estime que les efforts jusqu'ici déployés pour lutter contre les pratiques illicites des ventes et cessions de cartes SIM n'ont pas abouti aux résultats escomptés. Pour rappel, la Mauritanie compte 6,57 millions d'abonnés à la téléphonie (mobile et fixe) d'après les dernières statistiques du Conseil national de régulation qui datent de 2021.

L'EFFONDREMENT DE L'ÉCONOMIE ÉGYPTIENNE

De nombreuses personnes ont emprunté la route risquée de l'immigration

Waleed el-Degwy a constaté que ses compétences en plomberie ne lui permettaient plus de subvenir aux besoins de sa famille dans la région du delta du Nil, au nord de l'Égypte. Il a donc traversé la frontière pour se rendre en Libye, où il a embarqué à bord d'un vieux chalutier surchargé à destination de l'Europe.

En juin, à quelques kilomètres des côtes grecques, le chalutier a coulé, noyant des centaines de personnes à bord, dont des Égyptiens qui sont de plus en plus nombreux à faire la traversée depuis que l'économie égyptienne s'est effondrée. Quelques personnes ont survécu, mais M. Degwy fait partie des nombreux passagers qui ont disparu sans laisser de traces. "Il n'était pas en mesure de subvenir aux besoins de ses enfants, il était endetté", a déclaré à Reuters le père du jeune homme de 32 ans, Mohamed el-Degwy, dans son village de Mit Suhayl, où des maisons en briques rouges mal construites empiètent sur les champs environnants.

Le plombier n'était pas seul. "Les jeunes hommes ont fui", a déclaré son père, ajoutant qu'ils s'encourageaient mutuellement à faire le voyage à la recherche d'un travail mieux rémunéré, afin d'éviter les "prix plus élevés chaque jour" dans leur pays.

De plus en plus d'Égyptiens se rendent à l'étranger dans l'espoir de trouver un emploi, alors que l'inflation atteint des sommets, que la monnaie s'effondre, que le chômage augmente et que le gouvernement, criblé de dettes, restreint ses dépenses.

Plus de 8 000 des personnes arrivant par bateau en Italie - la destination prévue du chalutier sur lequel Waleed el-Degwy a voyagé et l'objectif de nombreux navires - ont déclaré qu'elles étaient égyptiennes depuis le début de l'année, selon les données du ministère italien de l'intérieur.

En 2022, ce chiffre s'élevait à 20 542, soit plus que toute autre nationalité atteignant l'Italie cette année-là. Ces chiffres sont à comparer à seulement 1 264 en 2020. Le ministère italien a déclaré que les demandes d'asile émanant d'Égyptiens avaient également augmenté.

L'augmentation du nombre de personnes quittant l'Égypte ces dernières années coïncide avec la détérioration de l'économie égyptienne. La pandémie a

frappé l'industrie touristique, vitale pour l'Égypte, et la guerre en Ukraine a rendu les investisseurs plus réticents à prendre des risques, les éloignant des marchés égyptiens. Les économistes affirment que l'Égypte a également souffert d'une augmentation de la dette causée par les dépenses importantes de l'État pour des mégaprojets, y compris la construction d'une nouvelle capitale.

Minibus pour la Libye

Depuis 2016, les autorités égyptiennes ont largement empêché les bateaux de migrants de quitter la côte nord de l'Égypte. Mais ceux qui cherchent à partir ont trouvé d'autres itinéraires. Les parents des migrants - que l'on trouve facilement dans les villes et villages du nord comme Mit Suhayl - ont déclaré que ceux qui cherchent à partir se dirigent maintenant vers la Libye voisine, un producteur de pétrole qui était autrefois une destination privilégiée pour le travail, mais qui n'offre plus le même attrait en tant que lieu de séjour après une décennie de conflit.

Le chaos qui règne en Libye depuis le soulèvement de 2011 qui a renversé l'autocrate Mouammar Kadhafi a toutefois permis au trafic de migrants de prospérer. Aujourd'hui, davantage de bateaux de migrants partent de l'est de la Libye, près de l'Égypte, que de l'ouest de ce pays divisé.

Des minibus parcourent la route jusqu'à la frontière libyenne pour récupérer les candidats à l'émigration. En général, c'est aux familles restées sur place qu'il revient de payer la facture de 4 540 dollars pour le voyage vers l'Europe, en remettant l'argent une fois que le migrant a franchi la frontière égyptienne.

"Vous prenez simplement la voiture et vous allez en Libye, où vous serez très bien reçu. Mais une fois l'argent versé, le traitement change", explique Adel Ghannam, 25 ans, charpentier à Mit Suhayl, dont le frère de 19 ans a lui aussi embarqué sur le chalutier qui a coulé en juin.

Son frère, Mohamed, gagnait chichement sa vie dans une pâtisserie et appre-

nait à réparer des téléphones portables. Mais il a décidé de suivre trois de ses cousins qui avaient réussi à rejoindre l'Italie.

Des pays en crise

Le président Abdel Fattah al-Sisi et d'autres responsables égyptiens affirment que l'Égypte fait ce qu'elle peut pour arrêter le flux de migrants. Mais ils affirment que c'est difficile étant donné que les ressources de l'Égypte sont mises à rude épreuve par l'accueil de millions d'étrangers, dont plus de 300 000 personnes qui ont fui la guerre au Soudan depuis le mois d'avril.

Naela Gabr, responsable de l'organisme gouvernemental égyptien chargé de la lutte contre l'immigration clandestine, a déclaré que les difficultés économiques au Moyen-Orient poussaient de plus en plus de personnes à entreprendre ce voyage risqué.

Interrogée sur le nombre croissant de personnes quittant l'Égypte à destination de l'Europe, elle a déclaré : "Nous sommes entourés de pays en crise [...]. C'est une bonne chose que les chiffres ne soient pas plus élevés".

L'Union européenne a financé le contrôle des frontières en Égypte, estimant que le manque d'opportunités économiques et le changement climatique dans ce pays de 104 millions d'habitants, en grande partie désertique, font que le flux de migrants risque d'augmenter à long terme.

Lorsque Mostafa Abdel Salam, 19 ans, est parti de chez lui, au bord du delta du Nil, il a dit à sa famille qu'il chercherait du travail en Libye. Mais il a également rejoint ceux qui tentaient de traverser la mer.

"Il a fait ce voyage à cause des difficultés, il ne trouvait pas de travail du tout", a déclaré sa sœur, Hala, dont le frère se trouvait également sur le chalutier qui a coulé au large des côtes grecques et dont on n'a pas retrouvé la trace.

"Ce que nous vivons n'est pas une vie digne de ce nom", a-t-elle déclaré. "Les gens meurent à petit feu."

TUNISIE

La BM prévoit la baisse de l'inflation à 8% en 2024

L'inflation devrait baisser en Tunisie de 9,2% en 2022 à 8% en 2023, selon les données parues hier jeudi 5 octobre 2023 au rapport de la Banque Mondiale (BM), intitulé « Trouver le juste équilibre : Emplois et salaires en temps de crise dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ».

Le rapport indique qu'en Tunisie, l'inflation alimentaire reste particulièrement élevée, s'établissant à 15% et est nettement supérieure au taux d'inflation global et nuit de façon disproportionnée aux

ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, qui consacrent généralement une part plus importante de leurs revenus à l'alimentation. Partout dans le monde, l'inflation continue de reculer, même si elle reste supérieure à son niveau pré-pandémique. Dans la région MENA, elle recule dans les économies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et les pays en développement exportateurs de pétrole, assure la BM. On note dans ce contexte que dans les pays en développement importateurs de

pétrole cependant, les dépréciations du taux de change continuent d'alimenter les pressions inflationnistes. Le rapport souligne également que l'inflation des prix des denrées alimentaires réduit le niveau de sécurité alimentaire, en particulier chez les ménages les plus vulnérables tandis que les pressions à la hausse des prix intérieurs des denrées alimentaires restent fortes. L'indice mondial des prix alimentaires de la BM était de 44 % supérieur en août 2023 à ce qu'il était en juin 2019.

Les prix des produits agricoles (blé, maïs et huiles végétales) n'ont cessé de baisser au premier semestre de 2023, mais leur volatilité s'est renforcée durant l'été, et le prix des huiles comestibles, en particulier, a considérablement augmenté. L'inflation alimentaire en monnaie nationale devrait rester élevée, compte tenu des pressions qui continuent de s'exercer sur les monnaies des pays de la région, précieusement.

RAPPORT PAYS 2023 DE LA BAD SUR LE BÉNIN

Une approche concertée pour saisir les opportunités d'investissement dans différents secteurs préconisée

La Banque africaine de développement recommande au Bénin d'adopter une approche concertée pour saisir les opportunités d'investissement dans l'agriculture, l'énergie, les transports ou l'industrie verte, dans son Rapport pays 2023, lancé officiellement, mardi 3 octobre 2023 à Cotonou.

Le rapport national publié sur le thème « Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte » s'inscrit dans le cadre des Perspectives économiques en Afrique 2023, rapport phare publié en mai dernier par le Groupe de la Banque africaine de développement. À l'occasion de la cérémonie de lancement, les résultats et recommandations contenus dans le rapport ont animé les échanges entre ministres, ambassadeurs, représentants d'institutions internationales et d'organisations régionales, dirigeants du secteur privé et membres de la société civile. « Nous saluons la qualité du rapport et les recommandations qu'il contient. Nous allons nous les approprier pour

bien verdir le plan d'actions du gouvernement pour la période 2021-2026 », a déclaré José Tonato, ministre béninois du Cadre de vie et du Développement durable. Selon M. Tonato, le Bénin a un engagement politique fort en faveur de l'action climatique et une transition rapide vers la croissance verte passe par la résolution des défis liés au financement. Les opportunités de financement du secteur privé pour la croissance verte et l'action climatique au Bénin sont réelles, et une approche concertée des différentes parties prenantes pourrait aider le pays à saisir les opportunités d'investissement dans tous les secteurs, en particulier l'agriculture, l'énergie, les transports, l'eau, la gestion des déchets, l'industrie verte, etc. « Le Bénin est déjà pleinement engagé dans le développement

d'instruments innovants de la finance verte : l'émission récente d'obligations pour le développement durable et la Banque verte de la Caisse de dépôts et consignations du Bénin, qui sera la première facilité de financement vert du continent africain, en sont des exemples concrets », a salué Robert Masumbuko, responsable du bureau pays de la Banque africaine de développement au Bénin. « Le Groupe de la Banque entend mobiliser cette année, au titre du Fonds climatique Canada-Banque africaine de développement, des financements concessionnels de 18,3 millions de dollars américains pour appuyer la résilience climatique dans le cadre de la modernisation et l'extension du Port autonome de Cotonou », a-t-il annoncé. Parmi les intervenants, Eléo-

nore Yayi Ladekan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Bénin et Édouard Dahomé, secrétaire d'État à l'Énergie, ont salué la pertinence du rapport. Ils ont plaidé pour un renforcement des capacités nationales à bien formuler des projets bancables pour la mobilisation de la finance verte du secteur privé. Dans la perspective de la prochaine Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 28, 30 novembre au 12 décembre), ils se sont engagés à diffuser le rapport au sein de leurs ministères respectifs. Au cours de la cérémonie de lancement, les participants ont aussi souligné l'importance de créer une plateforme pour les petites et moyennes entreprises, dédiée à la promotion de l'entrepreneuriat vert au Bénin.

RESTRUCTURATION DE PLUS DE 3 MILLIARDS \$ DE DETTES

La Zambie entame des négociations avec ses créanciers privés

Le lancement de pourparlers avec les créanciers privés intervient après l'achèvement des négociations avec les créanciers officiels, qui prévoient de signer un protocole d'accord avec Lusaka, la semaine prochaine. La Zambie a officiellement entamé des négociations avec les détenteurs de ses euro-obligations sur la restructuration de plus de 3 milliards de dollars de dettes, a rapporté Reuters, ce vendredi 6 octobre, citant des sources proches du dossier. Le début des pourparlers avec ces créanciers privés intervient après l'achèvement des négociations avec les créanciers officiels, qui pré-

voient de signer un protocole d'accord sur la restructuration de 6,3 milliards de dollars de dettes avec le gouvernement zambien, en marge des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, prévues du 9 au 15 octobre à Marrakech (Maroc). Peu de détails ont filtré sur le compromis conclu entre Lusaka et le comité de ses créanciers bilatéraux, coprésidé par la France et la Chine. Un responsable français a indiqué que les créanciers ont accepté de prolonger les échéances de leurs prêts d'environ vingt ans avec une période de grâce de trois ans, alors que le ministère zambien des Finances a pré-

cisé que l'accord inclut des réductions des taux d'intérêt. En défaut de paiement depuis 2020, Lusaka avait demandé, en février 2021, la restructuration de sa dette extérieure d'environ 13 milliards de dollars, dans le cadre de l'initiative proposée par le G20 aux pays les plus pauvres. Mais les négociations ont traîné en longueur, en raison notamment des désaccords entre les pays occidentaux, qui ont traditionnellement piloté les processus de restructuration de la dette des pays en développement, et la Chine qui est désormais le plus grand créancier bilatéral au monde.

FMI

Le Ghana est en voie de réduire son déficit budgétaire primaire d'environ 4% du PIB en 2023

En mai 2023, le Ghana obtenait un financement de 3 milliards \$ dans le cadre de l'accord FEC avec le FMI. Pour ce dernier, les résultats obtenus par rapport aux objectifs du programme et des réformes opérées par les autorités du pays sont convaincants. Le Ghana est en bonne voie pour réduire le déficit budgétaire primaire sur la base des engagements d'environ 4% du PIB en 2023. C'est ce qui indique le Fonds monétaire international dans un communiqué publié jeudi 6 octobre. Lors d'une mission de 2 semaines à Accra dans le cadre de la première revue de l'accord au titre de la faci-

lité élargie de crédit (FEC), le FMI estime que les résultats obtenus par rapport aux objectifs du programme et des réformes mises en place par les autorités ghanéennes sont convaincants. « Afin d'atténuer l'impact de la crise sur les populations les plus vulnérables, les autorités ont considérablement élargi les programmes de protection sociale. En ce qui concerne les recettes, le Ghana a atteint son objectif de mobilisation des recettes non pétrolières ». The IMF Staff Mission reveals that Ghana's economy is showing signs of recovery relative to stabilisation, softening inflation, an increase in international reserves and less vola-

tile exchange; Pour rappel, le pays ouest-africain mène des actions dans le cadre de la restructuration de sa dette publique. Confronté à une grave crise économique consécutive au ralentissement provoqué par la pandémie du coronavirus et les retombées de la guerre en Ukraine, Accra a été contraint en décembre 2022, de suspendre provisoirement le paiement de la majeure partie de sa dette extérieure, qui siphonnait environ 70% des recettes publiques. A l'issue de cette mission, les autorités ghanéennes et les services du FMI sont parvenus à un accord de principe pour le décaissement de 600 millions \$ au titre de la FEC. Cet accord triennal

de 3 milliards \$ approuvé en mai 2023, vise à accompagner les réformes prévues par le gouvernement ghanéen dans le cadre du programme de croissance économique post-Covid-19 (PC-PEG). Celui-ci vise à rétablir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette. L'approbation du Conseil d'administration portera ainsi à 1,2 milliard \$ le montant total décaissé par le FMI au titre de l'accord. Le Fonds appelle le Ghana à conclure rapidement un accord avec les créanciers officiels sur les conditions d'un traitement de la dette conformément aux paramètres du programme, afin que l'examen soit achevé dans les délais.

MALI

Le capital naturel est une clé pour la croissance verte, selon le Rapport 2023 de la BAD

La Banque africaine de développement recommande au Mali de stimuler les financements privés du climat et de la croissance verte et de recourir à son vaste potentiel en capital naturel comme source complémentaire de financement. C'est ce qu'indique le Rapport pays 2023 de la Banque pour le Mali, qui a été lancé le mardi 3 octobre 2023, à Bamako, sur le thème « Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte ». L'atelier de lancement du rapport était présidé par Alousséni Sanou, ministre de l'Économie et des Finances et gouverneur de la Banque pour le Mali. Le rapport passe en revue les développements macroéconomiques et financiers récents et les perspectives, le financement du secteur privé pour le climat et la croissance verte et l'exploitation du capital naturel comme option de financement complémentaire. Il formule enfin des recommandations de politiques à mener. Selon le rapport, en dépit des chocs liés aux sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, couplées à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, le Mali a enregistré un rebond de croissance de 3,7 % en 2022 (contre 3,1 % en 2021). Cette résilience a été portée par les secteurs primaire (+9 % pour la production de céréales) et secondaire (+4,4 % pour la production industrielle d'or). Le Mali devrait enregistrer une croissance de son PIB réel de 5,1 % en 2023 et de 5,3 % en 2024, tirée par l'industrie et l'investissement public et privé. Ces perspectives de croissance devraient bénéficier de plusieurs relais : la reprise de la production de coton ; la redynamisation des activités extractives, avec l'adoption du nouveau Code minier et de la Loi sur le contenu local et l'exploitation du lithium à partir de 2024 ; et la relance du tissu industriel via le programme des agropoles du Mali et l'appui de l'État pour la restructuration d'unités industrielles en difficultés. Par ailleurs, malgré sa faible contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (0,06 %), le Mali est l'un des pays les plus vulnérables aux aléas climatiques (175e sur 185 pays en 2021, selon Notre Dame Global Adaptation Initiative). La Contribution déterminée au niveau national (révisée pour 2021) estime les besoins de financement pour répondre aux changements climatiques à 15,3 milliards de dollars américains sur la période 2020-2030.

POINT MARCHÉS

L'Europe finit dans le vert avec les valeurs financières

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi et Wall Street était également dans le vert à mi-séance malgré les remontée en flèche des rendements obligataires à la suite du rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis qui a témoigné d'un marché du travail toujours vigoureux.

À Paris, le CAC 40 a fini sur un gain de 0,88% à 7.060,15 points, grâce notamment aux valeurs financières comme Credit agricole (+2,25%) susceptibles de profiter d'une hausse des taux. Le Dax allemand a avancé 1,06%. Les gains sur le Footsie britannique (+0,58%) ont été plus limités, en raison de la baisse des géants des produits de grande consommation comme Unilever (-2,60%) ou encore Reckitt (-1,58%) qui pourraient pâtir, selon des traders, d'un changement des modes de consommation avec le développement des médicaments anti-obésité. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 1,09% et le FTSEurofirst 300 de 0,74%. Le Stoxx 600 , qui a touché dans la semaine un creux de six mois, a gagné 0,82%. Sur l'ensemble de la semaine le CAC 40 a accusé un repli de 1,05%, troisième semaine consécutive dans le rouge, tandis que le Stoxx 600 est ressorti en baisse hebdomadaire de 1,17%. Principal indicateur de la semaine, le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis a fait état de 336.000 créations de postes le mois dernier alors que les économistes interrogés par Reuters préoyaient en moyenne seulement 170.000. La publication de cette statistique a dans un premier temps effrayé les investisseurs, craignant que le dynamisme de l'économie américaine incite la Réserve fédérale (Fed) a maintenir plus longtemps que prévu ses taux à des niveaux élevés. La probabilité d'une hausse de 25 points de base des taux de la Fed lors de la réunion de décembre est ainsi montée à 50% contre 34% avant le rapport sur l'emploi. Mais au fur et à mesure de l'évolution de la séance, la peur sur les marchés est re-

tombée, les investisseurs prenant notamment en compte la stabilisation du taux du chômage aux Etats-Unis à 3,8% et des pressions salariales avec un salaire horaire en hausse de 0,2% en septembre, comme en août. Le rendement des Treasuries à dix ans , qui est monté à un pic depuis 2007, à 4,887%, est ainsi revenu à la clôture des Bourses en Europe à 4,7652%. Celui du Bund allemand de même échéance a suivi le mouvement pour finir à 2,882% contre un plus haut en séance, à 2,954%. Des déclarations de plusieurs responsables de la Banque centrale européenne (BCE) ont également contribué à apaiser les inquiétudes sur les taux. Klaas Knot a estimé que la BCE pouvait atteindre son objectif d'inflation de 2% avec le niveau actuel des taux en zone euro, tandis que Boris Vujcic a estimé que l'économie du bloc monétaire se dirigeait vers un atterrissage en douceur.

Valeurs en Europe
Sur le plan sectoriel, les indices des assurances (+1,8%), des banques (+1,63%) et de la finance (+1,58%) en général ont enregistré les meilleures performances au sein du Stoxx 600 paneuropéen. A Paris, Alstom (-0,82%) a accusé une nouvelle baisse au lendemain du décrochage du titre de plus de 35% après l'abaissement de sa prévision de cash-flow libre. A Londres, Aviva a bondi de 5,33% à la suite d'une information du Times selon laquelle l'assureur britannique pourrait être racheté par un groupe étranger. A Amsterdam, Philips a chuté de 6,86%, la Food and Drug Administration (FDA), l'autorité de santé américaine, ayant jugé insatisfaisante la procédure de rappel des appareils respiratoires du groupe. A Rome, Telecom Italia (TIM) a aban-

donné 5,89% en raison des incertitudes sur le soutien de son principal actionnaire Vivendi au projet d'accord avec le fonds KKR pour la vente de son réseau télécoms fixe, dont l'offre ferme doit être déposée avant le 15 octobre.

A Wall Street
Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 1,03%, le Standard & Poor's 500 de 1,09% et le Nasdaq de 1,31%. Tesla fléchit de 0,76% après un abaissement de ses tarifs aux Etats-Unis, qui fait craindre un impact sur ses marges. Exxonmobil cède 1,61% et Pioneer Natural Resources bondit de 10,97%, les deux groupes étant en discussions avancées en

vue d'une fusion, selon des sources.

Changes
Comme dans le compartiment obligataire, le dollar est volatil face à un panier de devises de référence , fluctuant dans une fourchette de -0,3% à +0,4% à mesure que les cambistes digèrent le rapport sur l'emploi américain. Le billet vert devrait cependant boucler l'ensemble de la semaine sur un douzième gain hebdomadaire consécutif. Au moment de la clôture des Bourses en Europe, l'euro remonte à 1,0592 dollar (+0,42%) mais devrait accuser de nouveau un repli hebdomadaire.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Octobre 2023				
Valeur : 09 Octobre 2023				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		
			137.5833	137.5983
1	EUR	EURO		
			144.6413	144.7121
1	GBP	POUND STERLING		
			166.9498	167.0288
100	JPY	JAPANESE YEN		
			92.3130	92.3293
1	CNY	CHINESE YUAN		
			18.8419	18.8465
1	CHF	SWISS FRANC		
			150.0363	150.1182
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
			99.9879	100.0278
1	DKK	DANISH KRONE		
			19.4014	19.4052
1	SEK	SWEDISH KRONA		
			12.4506	12.4549
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
			12.5126	12.5190
1	AED	UAE DIRHAM		
			37.4519	37.4662
1	SAR	SAUDI RIYAL		
			36.6820	36.6880
1	KWD	KUWAITI DINAR		
			444.6778	444.8700
1	TND	TUNISIAN DINAR		
			42.9183	43.3496
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
			13.3446	13.3461
1	LYD	LIBYAN DINAR		
			27.9493	28.0922
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
			3.6254	3.6258
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		
			180.1444	180.1444

BOURSE DE PARIS

En hausse avant un indicateur clé sur l'emploi aux États-Unis

La Bourse de Paris était en hausse vendredi matin, s'offrant une respiration dans une semaine négative pour la place boursière, avant la publication, plus tard en séance, d'un rapport sur l'emploi aux États-Unis. L'indice vedette CAC 40 prenait 34,46 points à 7.032,71 points (+0,49%). La veille, le CAC 40 avait terminé stable à 6.998,25 points, restant sous la barre des 7.000 points pour la troisième séance consécutive. «Tous les yeux sont tournés vers les rapports sur l'emploi américain de septembre publiés cet après-midi, car ils pourraient déterminer si la Fed (banque centrale américaine, NDLR) augmentera ou non une dernière fois ses taux», estime Xavier Chopard, de l'équipe de recherche et stratégie de LBP AM. «En effet, maintenant que l'inflation ralentit plus nettement et que les conditions financières sont clairement

restrictives, le facteur qui pourrait décider la Fed à être plus ou moins restrictive qu'indiqué en septembre est l'évolution des tensions sur le marché de l'emploi», poursuit-il.

Les taux d'emprunt des États poursuivent leur hausse
Ainsi, pour les investisseurs, les mauvaises nouvelles se révéleront être plutôt des bonnes pour les marchés dans le sillage de la politique monétaire restrictive menée par la Fed pour ramener l'inflation à 2% et la prochaine réunion de l'institution en novembre. La perspective de voir des taux d'intérêt directeurs de la Fed rester élevés sur une longue période a notamment contribué à l'envolée des taux obligataires et «une nouvelle poussée à la hausse des taux ne peut être exclue si les données américaines d'emploi sont plus fortes qu'anticipé pour septem-

bre», commente encore Xavier Chopard. Sur le marché obligataire, les taux repartaient en petite hausse: le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans ressortait à 4,74% vers 10H25 GMT, contre 4,72% la veille en clôture. En Europe, le taux allemand de même échéance évoluait à 2,90% contre 2,88%, et celui de la France à 3,49% contre 3,46%. «Alors que la hausse des taux à 10 ans s'était presque arrêtée entre octobre 2022 et le printemps 2023, elle a repris d'environ 100 points de base depuis juin, dont plus de la moitié dans les trois dernières semaines», explique Bruno Cavalier, chef économiste pour Oddo BHF. La banque Crédit Agricole affichait la plus forte progression du CAC 40 vers 10H20, en hausse de 2,14% à 11,66 euros après avoir annoncé la veille le lancement d'un programme de rachat d'actions qui débutait vendredi.

APRÈS L'EMPLOI US

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, portée par les valeurs technologiques, alors que les investisseurs évaluaient le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones a gagné 0,87%, ou 288,01 points, à 33 407,58 points. Le S&P-500, plus large, a pris 50,31 points, 1,18%, à 4.308,50 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 211,51 points (1,60%) à 13 431,34 points. La publication du rapport mensuel du département du Travail sur l'emploi, qui a montré que l'économie américaine a créé nettement plus d'emplois qu'attendu en septembre et que la hausse des salaires s'était stabilisée, a tout d'abord déstabilisé les marchés. "Il y a une économie qui ralentit, mais qui ne faiblit pas, et la Réserve fédérale reste sur la touche", a estimé Robert Pavlik, gestionnaire de portefeuille chez Dakota Wealth. Les observateurs du marché s'interrogent désormais sur l'avenir de la politique de la Réserve fédérale américaine concernant les hausses de taux d'intérêt. Les investisseurs attendent maintenant les publications des statistiques des prix à la consommation et des prix à la production, prévues la semaine prochaine. Ils ont également en tête la saison des

HAUSSE DES FAILLITES D'ENTREPRISES

La Banque de France y voit une simple « normalisation » après la pandémie

La hausse des faillites est un « rattrapage » selon la Banque de France, après la période de la crise sanitaire où redressements et liquidations judiciaires avaient été limités par les aides publiques massives versées aux entreprises. Mais certaines comme les ETI souffrent plus que d'autres.

Le « quoiqu'il en coûte » n'aurait-il fait que reporter dans le temps d'inévitables faillites ? Alors que les défaillances d'entreprises sont en hausse continue depuis près de deux ans, la Banque de France (BdF) n'y voit qu'« une normalisation » après leur diminution pendant la pandémie du fait du « quoiqu'il en coûte ». La Banque de France se félicite en parallèle du nombre de créations d'entreprises « historique ».

Dans un document titré « Quel est l'impact économique des défaillances d'entreprises? », la BdF note vendredi que le nombre total de défaillances sur 12 mois à fin juillet 2023 reste de 16% inférieur à la moyenne de la décennie 2010-2019, et souligne qu'il y a eu 26 fois plus de créations d'entreprises que de défaillances en 2022.

+41,5% par rapport à août 2022. Le nombre d'entreprises placées en liquidation ou en redressement judiciaire s'accroît pourtant nettement. Sur les douze mois écoulés entre août 2022 et 2023, 50.441 entreprises ont été concernées, selon les chiffres publiés par la Banque de France ce mercredi 13 septembre. Soit une hausse de +41,5% par rap-



port à août 2022. En effet, les défaillances dépassent de 61,9% leur niveau de 2019 pour les très petites entreprises (TPE, moins de 10 salariés), de 79,1% pour les petites entreprises (10 à 49 salariés), de 55% pour les moyennes entreprises (50 à 249 salariés) et de 92,6% pour les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grands groupes. Dans cette dernière catégorie, 52 entreprises ont fait faillite au cours des douze derniers mois, contre 27 en 2019. Une tendance forte qui ne préoccupe pas spécialement la Banque de France.

Cette hausse des faillites constitue un « rattrapage » selon la BdF après la période de la crise sanitaire où redressements et liquidations judiciaires avaient été limités par l'abondance d'aides publiques versées aux

entreprises. Face à la presse, Emilie Quema, directrice des entreprises de la BdF, se veut rassurante : « la remontée du nombre de défaillances est d'autant plus forte que la baisse » avait « été forte en 2020 ». Emilie Quema rappelle aussi que les entreprises défaillantes en 2022 avaient déjà subi en 2020 « un choc d'activité bien supérieur » aux autres.

Les ETI en souffrance

Elles avaient vu leur activité reculer de près de 20% en 2020, contre environ 6% pour les autres. Les entreprises ayant été soutenues pendant le Covid par un PGE (prêt garanti par l'Etat), puis défaillantes, avaient connu une baisse de quelque 24% de leur chiffre d'affaires en 2020, contre 9% pour les autres. La dirigeante de la BdF a égale-

ment déclaré que « les problèmes de remboursement de PGE sont très ponctuels », puisque sur les 143 milliards prêtés, 46% avaient été remboursés fin juin, soit 65,8 milliards d'euros. La BdF s'attend à « un plateau » des défaillances, « un peu en dessous de la moyenne pré-pandémique », selon Guillaume Richet-Bourbousse, chef de l'observatoire des entreprises de la BdF.

Emilie Quema a noté cependant un « point d'alerte » sur les ETI (entreprises de taille intermédiaire - jusqu'à 5.000 salariés) où la progression des défaillances est plus forte : +67,7% par rapport à la moyenne de 2010-2019, sur les 12 mois achevés en juillet. Etant donné leur taille, « ce sont davantage d'emplois qui sont menacés », a-t-elle noté. Mais la BdF considère à ce stade à 1% de l'emploi total le nombre d'emplois menacés.

Pour l'instant, la BdF exclut un prochain « scénario noir » économique par le voix d'Emilie Quema, et assure ne pas se contenter « d'étudier les statistiques » des défaillances, mais de remplir un rôle « d'accompagnement » des entreprises.

MIGRANTS

Berlin prévoit d'arrêter de financer des ONG de sauvetage en mer

Le gouvernement allemand envisage d'arrêter de financer les organisations caritatives de sauvetage des migrants en Méditerranée après avoir été visé par des critiques de l'Italie, selon le quotidien populaire Bild.

La pression migratoire creuse les dissensions entre capitales européennes. Vivement critiquée par l'Italie pour son soutien aux ONG de sauvetage des migrants en Méditerranée, accusées elles-mêmes de faciliter le travail des passeurs, le gouvernement allemand songe à cesser de les financer, selon le quotidien populaire Bild.

Dans le budget allemand pour 2023, deux millions d'euros (2,1 millions de dollars) reviennent aux organisations de sauvetage en mer. Ces fonds ont disparu du projet de budget pour l'année prochaine, a souligné Bild. Il ne s'agit « pas d'un oubli », selon des sources à la commission du budget du parlement allemand. La Chancellerie et le ministère des Affaires étrangères sont tous deux favorables à l'annulation de ce financement. Aucune de ces deux institutions n'a confirmé ou réagi pour commenter ces informations. La Première ministre d'extrême

droite italienne Giorgia Meloni a récemment adressé une missive au chancelier allemand Olaf Scholz pour lui faire part de sa « stupéfaction » d'apprendre le financement par l'Allemagne d'ONG d'aide au sauvetage des migrants en situation irrégulière en Italie, pays très exposé aux flux migratoires illégaux sur sa rive sud.

Division dans la coalition allemande

Interrogé, Berlin a bien confirmé qu'il accordait entre 400.000 et 800.000 euros à chacune des deux ONG en relation avec le sauvetage des migrants. Pendant une conférence de presse la semaine dernière à l'issue de ses entretiens avec son homologue italien Antonio Tajani, la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a justifié le soutien de son pays à ces missions de sauvetage. « Les sauveteurs en mer volontaires ont une mission consistant à sauver des vies en Méditerranée », a-t-elle expliqué. Des explications que n'a pas repris le Chancelier Olaf Scholz. Interrogé sur ces financements pendant une conférence de presse, il a défendu qu'ils avaient été approuvés par le Parlement et non par le gouvernement. « Je

n'ai pas fait cette proposition », a-t-il assuré. Le sommet de Grenade a ainsi été dominé par des débats sur les règles européennes en matière d'immigration. Pour exprimer leur mécontentement face à la situation actuelle, la Pologne et la Hongrie ont refusé l'adoption d'une déclaration commune sur l'immigration à l'issue de cette réunion. « Nous n'avons pas peur des diktats qui viennent de Bruxelles et de Berlin », a tonné le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki. Il a maintenu son refus de se voir imposer un système de « distribution de migrants illégaux », à dix jours d'élections législatives en Pologne.

Le dossier des migrations, de plus en plus épineux entre les Vingt-Sept, a été abordé à ce sommet à la demande de Giorgia Meloni. Le récent afflux de migrants sur la petite île italienne de Lampedusa lui fait réclamer d'urgence une réponse européenne. « Aujourd'hui, nous nous sommes retrouvés dans un Conseil européen où 27 pays sont d'accord sur le fait que la priorité est d'arrêter l'immigration illégale », a salué la dirigeante d'extrême droite.

DÉFENSE

La Norvège prévoit de rehausser son budget de 20% en 2024

Dans le détail, l'enveloppe inclut notamment 7,5 milliards de couronnes d'aides militaires à l'Ukraine dans le cadre du programme pluriannuel 2023-2027 de 75 milliards de couronnes d'aides - civiles et militaires - adopté par Oslo.

La Norvège, pays membre de l'Otan frontalier de la Russie, projette d'augmenter de 20% le budget de sa défense en 2024, selon le projet de loi de Finances présenté ce vendredi 6 octobre. Le gouvernement de centre gauche propose ainsi de porter ce budget à 90,8 milliards de couronnes (soit 7,8 milliards d'euros) l'an prochain. Cette décision représente une augmentation de 15 milliards de couronnes par rapport à cette année. Le gouvernement étant minoritaire au Parlement, il a besoin de l'appui d'autres partis pour faire adopter ses textes, qui sont donc susceptibles d'être modifiés. Si la hausse est importante, le montant total, à 1,8% du Produit intérieur brut (PIB) du riche pays nordique, reste inférieur aux 2% demandés par l'Otan. La Norvège, qui partage avec la Russie une frontière terrestre de 198 km dans l'Arctique, prévoit d'atteindre cet objectif en 2026 seulement.

Dans le détail, l'enveloppe inclut notamment 7,5 milliards de couronnes d'aides militaires à l'Ukraine dans le cadre du programme pluriannuel 2023-2027 de 75 milliards de couronnes d'aides - civiles et militaires - adopté par Oslo. Ce vendredi, son voisin, la Suède a d'ailleurs annoncé une nouvelle aide militaire au pays en guerre avec la Russie sous forme d'équipements et d'un montant de 2,2 milliards de couronnes, soit environ 190 millions d'euros. Il a, en outre, confirmé réfléchir à l'envoi d'avions de chasse Gripen. « Nous nous sommes préparés à une guerre longue et nous devons donc concevoir notre soutien de manière durable et à long terme », a déclaré le ministre de la Défense, Pål Jonson, lors d'une conférence de presse. Une grosse partie de cette aide consiste en des munitions d'artillerie de 155 millimètres, mais également de munitions et de pièces détachées pour les systèmes d'armes que la Suède a déjà envoyés à l'Ukraine. La Suède va aussi fournir des équipements de communication par satellite et des équipements d'infanterie et va former des militaires ukrainiens.

Avec ce quatorzième programme de soutien militaire, le pays aura fourni des équipements d'une valeur d'environ 22,2 milliards de couronnes suédoises, indique le ministère de la Défense dans un communiqué. Le gouvernement a en outre demandé à l'armée suédoise de lui fournir pour le 6 novembre un rapport sur les conditions d'un éventuel envoi d'avions de chasse Gripen à l'Ukraine. D'autant que des pilotes ukrainiens ont déjà effectué avec succès une formation initiale sur des Gripen, en prévision de cette possible aide.

Comment l'industrie automobile va aggraver la pénurie de composants pour nos PC et smartphones

La pénurie des composants des processeurs et puces graphiques PC et consoles touche aussi l'industrie automobile, de plus en plus dépendante des semi-conducteurs. Et de ses deux champions : TSMC et Samsung.

Les voitures sont de plus en plus des ordinateurs roulants, et la pandémie a mis cet état de fait en lumière. L'explosion de la demande de puces dans tous les secteurs, qui a conduit, notamment, à des pénuries de processeurs et cartes graphiques pour PC et consoles, touche de plein fouet l'industrie automobile.

Bardées de capteurs et de systèmes informatisés, les voitures sont de plus en plus dépendantes de composants électroniques. Elles sont logiquement soumises aux mêmes besoins et contraintes que nos smartphones et ordinateurs : il faut des puces plus petites, plus puissantes et moins énergivores. Le hic étant qu'il n'y a que deux fondeurs qui soient à la pointe de la technologie, le Taïwanais TSMC et le Coréen Samsung.

Dans une lettre à son homologue taïwanais Wang Mei-hua (王美华), le ministre allemand de l'Économie, Peter Altmaier, lui demandait mercredi dernier d'envoyer un message à destination de TSMC. Dans le but de maintenir à flot l'industrie automobile allemande, l'un des fleurons industriels du pays avec des groupes comme VW, BMW ou Mercedes. Ford – Le Mustang Mach-E arrive ce mois mais son constructeur connaît quelques soucis d'approvisionnement. Nos amis allemands ne sont pas les seuls à appeler à la rescousse, les entreprises automobiles américaines, japonaises, et d'autres constructeurs européens auraient fait de même. Un appel passé auprès de TSMC et de Samsung, qui prévient aujourd'hui que l'explosion de la demande de puces automobiles, qui vont être traitées « en priorité » pourrait avoir un impact négatif sur les livraisons de smartphones, tablettes et autres ordinateurs.

Sans même parler des cartes graphiques et des consoles : les RTX 3000 produites par Samsung comme les consoles Microsoft et Sony produites par TSMC arrivent au compte-goutte. La priorité donnée à l'auto ne va pas arranger les choses.

Si TSMC a annoncé que « bien que ses capacités (de production, ndr) soient utilisées à leur maximum il réalloue ses capacités de production de wafers pour soutenir l'industrie automobile mondiale », il est probable que la pénurie dure au moins la première moitié de l'année. TSMC ne reste pas les bras croisés. Fort de ses succès, il produit des puces pour Apple, AMD, Qualcomm, MediaTek pour ne citer que les plus gros des centaines de clients de l'entreprise, le géant taïwanais a prévu d'investir 28 milliards de dollars dans son outil de production rien que pour l'année en cours !

Samsung, dont le plan de développement est plus modeste, mais tourne déjà autour des 10-12 milliards de dollars, étudierait une rallonge d'investissement. Un supplément qui lui coûterait cher dans un premier temps – le won est fort en ce moment – mais qui pourrait être rapidement amorti tant la demande est importante.

SKODA KODIAQ (2024)

Le nouveau SUV 7-places se dévoile

Skoda dévoile la deuxième génération de son Kodiaq. Le SUV à 7 places, disponible pour la première fois en hybride rechargeable, évolue tant à l'extérieur qu'à l'intérieur pour toujours plus maximiser confort et performances.



Teasé ces derniers mois d'abord par son intérieur puis quelques esquisses de son look, le nouveau Skoda Kodiaq se dévoile au grand jour. La deuxième génération du SUV tchèque, vendu à 800 000 unités vendues dans le monde depuis son lancement en 2016, passe la vitesse supérieure sur le plan de l'expérience familiale. Best-seller sur des marchés comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et la République Tchèque, le Kodiaq a été écoulé à 21 600 exemplaires en France en 2022, soit 10,7% des ventes de la marque sur le territoire. Au menu, un design qui se veut plus agressif avec, entre autres, des phares Matrix full LED de

deuxième génération. A l'intérieur, les changements sont nombreux avec plus d'espace pour les passagers de la troisième rangée. Le conducteur jouit désormais d'un nouvel écran tactile mesurant jusqu'à 12,9 pouces, d'un levier de vitesse sur la colonne de direction, d'une combinaison intelligente de commandes manuelles et numériques. Sur le plan de la motorisation, le Kodiaq restera proposé en 2 et 4 roues motrices. La gamme comprend deux moteurs à essence et deux moteurs diesel de 110 kW (150 ch) à 150 kW (204 ch), ainsi qu'une version hybride rechargeable, une première pour le SUV. Cette dernière lui offre une autonomie électrique de plus de 100 kilomètres.

Skoda kodiaq (2024) : toujours plus d'espace

Le nouveau Skoda Kodiaq gagne 61 mm en longueur sur son prédécesseur (4,758 m) pour un empattement augmenté. De quoi optimiser son espace intérieur et relever sa garde au toit pour la troisième rangée de sièges (en option). Le volume des bagages reste généreux, de 340 à 845 litres pour la version sept places et 910 litres pour la version cinq places. Son look extérieur présente une face avant particulièrement suggestive, des passages carrés sur des grandes roues de 17 à 20 pouces de diamètre, et des phares Matrix LED de deuxième génération.

Skoda kodiaq (2024) : un intérieur entièrement re-dessiné

Le levier de vitesse est désormais situé sur la colonne de direction, une première chez Skoda. Sur la console centrale, on retrouve un nouvel écran tactile central de 12,9 pouces. L'affichage tête haute est disponible pour compléter le Digital Cockpit de 10,25 pouces. Pour la première fois, le Kodiaq est équipé d'un compartiment de rangement arrière, avec un porte-gobelet pour les passagers. Il y a également un nettoyeur d'écran pour les écrans tactiles. La deuxième rangée de sièges peut être déplacée.

TESLA MODEL Y

Une nouvelle version est disponible, mais pas celle qu'il faut acheter

Une nouvelle version de la Model Y est apparue en Chine, mais il ne s'agirait pas de la version Highland tant attendue. Comme souvent chez Tesla, c'est la Chine qui semble être la première servie. Le configurateur en ligne pour le marché chinois a été mis à jour avec une nouvelle version de la Model Y. Pourquoi c'est important ? Parce que le constructeur californien a procédé de la même manière il y a quelques semaines avant d'annoncer la disponibilité de la nouvelle version de la Model 3, Highland. Tout porte à croire que cette Model Y « chinoise » sera la « nouvelle » version du SUV de Tesla. Mais alors que celle-ci semble avoir évolué, on semble loin des modifications apparues sur la Model 3 Highland.

Ce qui change sur la nouvelle version de la Model Y

La nouvelle Model Y compte effectivement assez peu de modifications si on compare son évolution à celle, récente, de la Model 3. Au niveau

des performances tout d'abord, Tesla communique sur un très léger gain en autonomie (entre 1 % et 2 %), mais aussi sur des performances accrues. Le 0 à 100 km/h peut être parcouru en 5,9 secondes sur la version d'entrée de gamme, soit une seconde de mieux qu'auparavant. Ces changements substantiels ne présagent pas d'une évolution en profondeur du SUV, mais ils témoignent du fait que Tesla ne cesse d'optimiser son modèle le plus vendu, même à la marge. L'autre changement notable, c'est au niveau du design intérieur. Sur ce point, la nouvelle Model Y reprend deux éléments de la Model 3 Highland, à savoir le nouveau système d'éclairage de l'habitacle et le revêtement modernisé de la planche de bord. Inutile de chercher le nouveau volant sans comodors, ou les sièges ventilés de la Highland, cette Model Y en est dépourvue. Dernier changement : le modèle de roues (et non la taille) ainsi que le design des jantes évolue légèrement. Enfin, niveau prix, nos confrères de Reuters qui ont repéré cette nouvelle version in-

diquent que les prix n'ont pas bougé par rapport aux versions vendues auparavant.

Est-ce la Model Y Highland ?

À la vue de ces modifications, une question se pose : cette version de la Model Y, est-elle le modèle Highland tant attendu du SUV ? Tout porte à croire que non, et Tesla n'a pas non plus communiqué en ce sens.

Les changements apparus sur la Model 3 devraient tôt ou tard être portés sur le Model Y, mais pour l'heure, Tesla ne semble pas pressé de renouveler vraiment son SUV. Cette version intermédiaire paraît pour l'instant réservée au marché chinois, et rien n'indique qu'elle pourrait être également disponible en France dans les prochains jours. Quoi qu'il en soit, il semble judicieux d'attendre encore quelques semaines avant de s'intéresser à un Model Y. La version Highland semble inéluctable, et il paraît judicieux de l'attendre.

EN L'ABSENCE DE GROSSES NOUVEAUTÉS

L'iPhone 14 a beaucoup perdu de sa valeur

L'iPhone 14 ne laissera pas de souvenir impérissable au sein de la grande famille des smartphones d'Apple. Les consommateurs ne s'y sont pas trompés : d'une année sur l'autre, ce modèle a perdu près d'un quart de sa valeur.

Par bien des aspects, l'iPhone 14 est un iPhone 13 à peine remanié. Le smartphone a certes gagné la puce A15 de l'iPhone 13 Pro, mais pour le reste on était en terrain connu. Ça ne veut pas dire pour autant qu'il s'agit d'un mauvais appareil, bien au contraire, mais le constructeur n'a pas forcé son talent.

Cette absence d'effort se paie cash : la valeur de l'iPhone 14 a rapidement dégringolé, selon une étude de Simple Ghar, site spécialisé conso qui a comparé les prix du neuf et les prix en seconde main sur Amazon US et UK pour 1 000 produits tech. Il a ainsi pu calculer la baisse de valeur en pourcentage pour chacun des produits depuis leur année de lancement.

C'est donc l'iPhone 14 qui subi la plus forte décote pour un appareil Apple : quasiment 25 % ! L'Apple Watch Series 6 affiche une baisse de valeur de près de 22 %, tout comme la Series 7 (deux modèles aux différences ténues elles aussi). « La perception par les consommateurs du manque d'innovation dans l'iPhone 14 a conduit à une faible adoption du modèle après son lancement », commente la plateforme de revente SellCell. « La demande est également faible sur le marché de la revente, ce qui entraîne une baisse significative de la valeur du smartphone ».

Qu'Apple se rassure, il y a bien pire. Au rayon des smartphones Android, Samsung place trois appareils dans le top 5 avec des baisses de valeur autrement plus impressionnantes : -40 % pour le Galaxy S22 et -37 % pour les Ga-



laxy A53 et A13. Le Pixel 2 de 2020 est deuxième sur le podium avec -38 %, le OnePlus 10 Pro ferme la marche avec -36 %. Le classement des tablettes ayant perdu le plus de valeur ne contient aucun modèle d'iPad, il y a là aussi de quoi se réjouir pour Apple qui confirme la lon-

gévité et l'excellente valeur sur la durée de ses tablettes. Contrairement à la Surface Pro 7+ (2021) de Microsoft, qui dévisse de 35 %, l'Honor Pad 8 (-32 %) et la Surface Pro 6 (2018) qui glisse de 25 %. L'étude a également calculé la perte de valeur de l'ensemble des

produits de chaque marque. C'est OnePlus qui essuie la plus forte dégringolade avec près de 22 %, suivis par Google (-17 %) et Microsoft (-13 %). La médaille en chocolat est disputée par JBL et Samsung (-12 %), et ensuite c'est Apple (-11 %), qui ne s'en sort finalement pas si mal.

GALAXY S24

Samsung pourrait s'inspirer du titane des iPhone 15 Pro

Les Galaxy S24 auraient un point commun avec les iPhone 15 Pro. D'après une fuite, Samsung aurait l'intention de construire les smartphones avec du titane, un matériau léger et premium.

D'après les informations de Revegnus, un leaker spécialisé, Samsung aurait l'intention d'utiliser du titane sur les Galaxy S24, ses prochains smartphones haut de gamme. Nos confrères de WCCFTech, qui relaient les assertions de l'informateur, estiment que les fuites signées Revegnus sont plutôt fiables.

Cette décision semble directement motivée par la stratégie d'Apple. Le groupe californien s'est en effet servi d'un alliage de titane pour concevoir les iPhone 15

Pro. En tirant une croix sur l'acier inoxydable, Apple a pu réduire significativement le poids de ses téléphones.

Du titane pour tous les Galaxy S24 ?

Selon le leaker, Samsung utiliserait du titane sur tous les modèles de la gamme, à savoir le Galaxy S24 standard, le Galaxy S24 Plus et le Galaxy S24 Ultra. La marque n'aurait pas l'intention de différencier les modèles avec le titane.

« Samsung Electronics prévoit de produire des châssis en titane pour les modèles standard sur sa ligne de production nationale au Vietnam et recevra des cadres en titane pour les modèles Plus et Ultra de deux sociétés partenaires », explique Revegnus sur son compte X.

Ce n'est pas l'avis d'Ice Universe, un informateur très réputé. Pour lui, Samsung va réserver le design en titane à son smartphone le plus cher, le Galaxy S24 Ultra. C'est généralement de cette façon que Samsung procède. À ce stade, tout est donc encore possible. Notez que ce n'est pas la première fois qu'une fuite évoque l'arrivée du titane sur les Galaxy S24.

Une petite différence entre les S24

Pour Revegnus, tous les Galaxy S24 ne seront néanmoins pas égaux d'un point de vue du châssis. En effet, l'édition standard serait dépourvue d'un revêtement PVD (Physical Vapor Deposition) pour protéger le métal contre

l'usure. Ce procédé consiste à déposer une fine couche de revêtement sur la surface du métal à l'aide d'un système de vaporisation.

La firme sud-coréenne réserverait ce traitement aux éditions plus haut de gamme, à savoir le S24 Plus et Ultra. Comme le montre le test de résistance de l'iPhone 15 Pro Max, ce revêtement peut se rayer.

La filiation entre l'iPhone et les futurs Galaxy S ne s'arrêterait pas là. D'après les premières images apparues en ligne, le Galaxy S24 serait en effet très proche de l'iPhone. On y trouverait des bordures plus anguleuses et des tranches plates.

NOUVEAU PIRATAGE CHEZ SONY Les données de 7 000 employés dans la nature

Sony est décidément une des cibles préférées des pirates. L'entreprise a été victime du vol de données personnelles de près de 7 000 employés, qui vont recevoir des protections spécifiques contre le vol d'identité.

Fin mai, le groupe de pirates CL0P pénétrait par effraction sur des serveurs du groupe Sony Interactive Entertainment (SIE) qui gère tout ce qui a trait à PlayStation. Après l'exploitation d'une faille de sécurité SQL « zero day » sur la plateforme MOVEit Transfer, les hackers ont subtilisé les données personnelles de 6 791 employés américains, actuels et anciens, de SIE.

Un incident limité

L'opération a été menée le 28 mai, Sony a découvert le téléchargement illicite des données le 2 juin, et a procédé immédiatement à la désactivation de la plateforme pour remédier au problème. Une enquête a été lancée avec l'assistance d'experts en sécurité informatique ; les forces de l'ordre ont aussi été mises dans la boucle. Sony précise que l'incident est limité à cette seule plateforme et qu'il n'a pas eu d'impact sur le reste de son infrastructure. Fin juin, CL0P — qui se spécialise dans les rançongiciels — ajoutait Sony à sa liste de victimes, sans que l'entreprise communique publiquement sur le sujet jusqu'à aujourd'hui. Elle a toutefois fourni des outils permettant aux victimes de protéger leur identité (Equifax). Ce nouveau hack n'a pas de rapport avec celui qui a fait la une de l'actualité il y a quelques jours et qui était revendiqué par RansomedVC. Depuis, un autre groupe de pirates, MajorNelson, assure avoir réalisé le coup, en l'occurrence le vol de 260 Go de données. Difficile d'attribuer la responsabilité du coup, néanmoins les preuves fournies par les deux parties montrent que les données en question concernent des identifiants pour des systèmes internes, un outil de génération de licences, des certificats...

Mots fléchés

Moyen-nement	Descendre	Eskimo	Balle sans retour	Aluminium du chimiste	Désert de dunes	Punition	Ria	
Troglo-dytes	Façon d'aller	Rebut	Virtuel	Cœur			Administrer	
Déguster					Colère terrible			
Calmer					Prévenir			
				Vaincre				
				Déla-brement				
Dessein	Sur le côté					Pour le chrome		Patrie de Brassens
			Anacondas					
			Sinistres					
Bouche édentée	Oiseau coloré					Vieille colère		
	Petites collines					Lieux de combats		
		Académie		Roue à gorge	Principe chinois		Écrin protecteur	
		Renfort						
Élément de phrase			Conve-nance		Ville de Bretagne			
Gueule de Moustaki			Pronom		Variétés d'arbres			
					Longue période		Authentiques	Expatrié
					Herbes aux chats			
Condamné à vivre		Versants ombragés				Arête de toit		
Échelonner		Trembler						
				Gaulois rebelle				
Solidement attachées	Ville de Chaldée		Grefe			Condition		Fatigué
	Stupides		Dieu des vents			Agent de liaison		
				Proche du radiateur			Blocage	
				Pyramide indienne			Ville de Finlande	
Possède deux pôles	Saint normand		Sainte proven-çale					
	Lettres de lettre		Jambon					
						Porteuse de titres		Ville de l'Orne
Tumeurs						Bords de mer		
Cié musicale						Donnent l'âge		
		Cale en mécanique	Lecture de gare		Arbre			
					Id est			
La première dame			Pour la Tunisie		Dans le vent		Belle saison	
Tenter								
			Architecte américain			Possessif		

Les cours du pétrole en hausse

Les cours du pétrole ont terminé en petite hausse, vendredi, ne profitant qu'à la marge du retour de l'appétit pour le risque, compensé par la persistance des inquiétudes sur la demande mondiale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a grappillé 0,60%, pour clôturer à 84,58 dollars. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en novembre, il a grignoté 0,58%, à 82,79 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 8 octobre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Le FMI et la Banque mondiale très attendus sur le climat et l'aide aux pays endettés

Renforcer l'aide aux pays confrontés à un fort endettement, tout en participant plus activement au financement de la transition énergétique, tel est l'équilibre que devra trouver le Fonds monétaire international (FMI) durant la semaine de ses réunions annuelles, qui débutent lundi.

Le coup d'envoi informel du grand raout co-organisé par le FMI et la Banque mondiale (BM) a été donné ce jeudi par la directrice générale du Fonds Kristalina Georgieva depuis Abidjan (Côte d'Ivoire), avec son traditionnel lever de rideau. L'occasion pour Mme Georgieva de souligner "la remarquable résilience" de l'économie mondiale qu'elle estime en meilleure position qu'envisager il y a un an. Mais les deux institutions se savent attendues, en particulier sur le climat, face auquel leur manque d'implication présumé leur est régulièrement reproché. Le thème sera d'ailleurs très présent, tout comme l'évolution de la gouvernance des deux institutions. Même si la volonté est là, leurs moyens restent insuffisants. Les premières annonces pourraient venir de la BM, son président Ajay Banga ayant défendu l'idée de prêts à taux préférentiels pour les pays émergents et une augmentation de la capacité d'emprunt de 100 à 125 milliards de dollars sur 10 ans. Mais "les discussions sont toujours en cours, il ne faut pas s'attendre à des annonces majeures", a estimé Danny Scull, du groupe de réflexion E3G.

ETATS-UNIS

Bond inattendu des créations d'emplois en septembre

Les créations d'emplois ont rebondi de façon inattendue en septembre aux Etats-Unis, avec 336.000 postes créés, deux fois plus qu'attendu, tandis que le chômage reste stable, à 3,8%, a annoncé vendredi le département du Travail. Les secteurs des loisirs et de l'hôtellerie, de la santé, des services techniques, professionnels et scientifiques, de l'aide sociale, ont principalement embauché, de même que le secteur public. Pas moins de 227.000 emplois avaient été créés en août. Puis 336.000 postes ont été créés en septembre, deux fois plus qu'attendu, a annoncé la même source. Au total sur ces deux mois, ce sont 119.000 emplois de plus qu'initialement annoncé qui ont été créés. Ces chiffres "signalent une solide dynamique positive de la croissance de l'emploi", soulignent des économistes. Quant au taux de chômage, il reste stable à 3,8%, toujours à son plus haut niveau depuis février 2022.

MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse des prix des métaux précieux et du cuivre

Le cours de l'or a chuté au cours de la semaine, concurrencé par les obligations d'Etat américaines dont les rendements atteignent des sommets historiques. Le métal jaune a glissé cette semaine, tombant vendredi à un plus bas de 1.810,51 dollars l'once, à ses niveaux de début mars. Vendredi, "l'or a été écrasé après que le rapport sur l'emploi non agricole aux Etats-Unis a montré une reprise des embauches malgré l'environnement actuel de taux d'intérêt plus élevés", ont fait constater des analystes. La bonne santé de l'économie américaine donne davantage de latitude à la Réserve fédérale américaine (Fed) pour augmenter ses taux d'intérêt dans le futur, ont expliqué. Dans la foulée, les rendements des obligations d'Etat américaines ont bondi: vendredi, celui des emprunts à dix ans a établi un nouveau sommet en seize ans, à 4,8852%. Or, "chaque fois que les rendements des bons du Trésor atteignent un sommet historique, les prix de l'or descen-

dent brutalement", rappellent-ils. Les deux actifs, considérés tous les deux comme des valeurs refuges, se disputent en effet la préférence des investisseurs. Egalement en recul sur la semaine, le palladium a chuté vendredi à ses plus bas niveaux depuis près de cinq ans, jusqu'à 1.138,36 dollars l'once. Cette débâcle s'explique par "un dollar américain plus fort et des inquiétudes concernant un ralentissement de la demande mondiale", a-t-on expliqué. Un tel freinage de l'économie mondiale influence la demande de ce métal précieux, car le palladium est également utilisé par l'industrie automobile pour concevoir des pots catalytiques. L'once de palladium s'échangeait pour 1.169,69 dollars, contre 1.248,19 dollars sept jours plus tôt en fin d'échanges. De son côté, l'once d'or s'échangeait pour 1.833,69 dollars, contre 1.848,63 dollars. Le cours du cuivre a flanché cette semaine sur le London Metal Exchange

(LME), atteignant jeudi un plus bas depuis plus de quatre mois, sur fond de marché bien approvisionné et de dollar fort qui pèse sur les matières premières. Le métal rouge a atteint jeudi son prix le plus bas depuis mai, à 7.870 dollars la tonne. "Dans ses dernières projections, l'International Copper Study Group (Groupe d'étude international du cuivre, ICSG) apparaît nettement plus optimiste quant à la situation de l'offre sur le marché mondial du cuivre", commente un analyste de chez Commerzbank. L'analyste mentionne notamment une plus importante production chinoise mais également l'augmentation de la capacité de production de l'Inde, de l'Indonésie et des Etats-Unis. Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 8.053,50 dollars vendredi, contre 8.270,50 dollars le vendredi précédent à la clôture.

Agence

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les secteurs des Finances, des Transports et de l'Intérieur à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, jeudi, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs des Finances, des Transports et de l'Intérieur, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce jeudi 5 octobre 2023, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement. Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a examiné les points suivants : Dans le domaine des finances : Le Gouvernement a examiné l'avant-projet de loi de finances pour 2024 présenté par le ministre des Finances et ce, en prévision de sa présentation

lors d'un prochain Conseil des ministres. Dans le domaine des transports : Le ministre des Transports a présenté un projet de décret exécutif portant création du haut-commissariat des ports et fixant ses missions, son organisation et son fonctionnement. Ce projet de texte vient en exécution des directives de Monsieur le Président de la République relatives à la mise en place de mécanismes efficaces pour la création d'une autorité portuaire à placer sous la tutelle d'un gouverneur ou d'un wali. Enfin, dans le domaine de l'intérieur : Le Gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales

et de l'Aménagement du territoire sur le plan national d'organisation des secours en cas de catastrophe "ORSEC". Cette communication vise à dresser un état sur l'opérationnalité des plans nationaux et locaux d'organisation des secours en cas de catastrophe, selon une perspective proactive, visant à passer d'une focalisation sur l'après-catastrophe vers une focalisation sur la gestion du risque de l'avant-catastrophe et ce, dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de prévention, d'intervention et de réduction des risques des catastrophes dans le cadre du développement durable. La communication a porté sur les capacités nationales et les moyens opérationnelles d'intervention en cas de catastrophe, notamment en ce qui concerne le renforcement des stocks stratégiques et l'utilisation des technologies modernes et des méthodes scientifiques et pratiques dans le cadre de la mise en œuvre de ces plans, ainsi que la qualification des ressources humaines devant être mobilisées et impliquées, notamment les unités spécialisées de la protection civile en tant que principal intervenant dans la gestion et la direction des interventions sur le terrain".

CHINE/TOURISME INTÉRIEUR

Les revenus atteignent 100 mds US au cours des vacances de la fête nationale

Le marché du tourisme chinois a généré environ 753,4 milliards de yuans (environ 103,2 milliards de dollars) de revenus au cours des vacances de la fête de la mi-automne et de la fête nationale, qui se sont terminées vendredi, selon des statistiques officielles. Le chiffre représente une augmentation annuelle de 129,5% et une hausse de 1,5% par rapport à celui des vacances de la fête nationale en 2019, selon le ministère de la Culture et du Tourisme. Au cours des huit jours de vacances, les Chinois ont effectué 826 millions de voyages touristiques nationaux, soit une augmentation de 71,3% par rapport à l'année dernière et une hausse de 4,1% par rapport à 2019, a précisé le ministère.